

21730

# Cahiers du Cercle Proudhon

paraissant six fois par an

TROISIÈME ET QUATRIÈME CAHIERS. — MAI-AOÛT 1912

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Pages      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| PROUDHON. — Rousseau jugé par Proudhon . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 105        |
| HOMMAGE A GEORGES SOREL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |            |
| GEORGES VALOIS. — Sorel et l'architecture sociale . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 111        |
| RENÉ DE MARANS. — Grandes rectifications soréliennes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 117        |
| HENRI LABRANCHE. — L'œuvre de Sorel et le Cercle<br>Proudhon. Précisions et prévisions . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 125        |
| ALBERT VINCENT. — La famille chez Proudhon et dans<br>la démocratie . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |            |
| GEORGES VALOIS. — NOTRE PREMIÈRE ANNÉE. Paroles,<br>murmures et rumeurs dans la Presse et le Monde sur<br>le Cercle Proudhon. M. Lagardelle, M. Maxime Leroy,<br>M. Henri Dagon, M. Georges Guy-Grand, M. Marc<br>Sangnier. — Notre position. — Pourquoi le Cercle<br>Proudhon a été fondé. — Sujets non partisans. —<br>La terreur réactionnaire. — Le vertuisme. — Incon-<br>vénients et avantages d'une liberté provisoire. — Nos<br>travaux d'une année . . . . . | 134<br>150 |
| JEAN DARVILLE, MAURICE MAYREL. — Analyses et<br>Critiques . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 171        |

EN DÉPOT CHEZ M. ÉTIENNE REVET, LIBRAIRE

11, QUAI VOLTAIRE, A PARIS (VII<sup>e</sup>)

Prix du présent cahier (double) : 4 25

# Cahiers du Cercle Proudhon

---

## ROUSSEAU JUGÉ PAR PROUDHON

Au moment où la démocratie organisait dans tout le pays des fêtes en l'honneur de l'anarchiste genevois qu'elle regarde justement comme un de ses pères, nous devions à la mémoire de Proudhon de publier les jugements que l'auteur de *la Justice* a portés sur l'auteur du *Contrat social*. Le Cercle Proudhon a fait imprimer sur feuilles volantes la page admirable, extraite de *l'Idée générale de la Révolution*, où Proudhon dénonce le *Contrat social* comme « le Code de la tyrannie capitaliste et mercantile ». *L'Action Française* a reproduit également cette page sur l'affiche qu'elle a fait placarder dans Paris; nos feuilles volantes ont été distribuées, par les soins des Camelots du Roi, à la Sorbonne et au Panthéon le jour de la glorification de Rousseau. Nous complétons aujourd'hui ce rappel d'un juste jugement par une page extraite de *la Justice*. Il faut rappeler aux Français qu'une des plus fortes condamnations, et des plus durement motivées, qu'ait produites le XIX<sup>e</sup> siècle contre l'œuvre de Jean-Jacques est celle de Proudhon. Cette rude condamnation sort du monde même que Rousseau a contribué à créer. Elle porte témoignage que le sang français, que l'intelligence française n'ont pas cessé de protester contre l'anarchie roussienne, même lorsqu'ils subissaient l'empoisonnement des idées quatre-vingt-neuviennes. Ceux qui voudront rechercher la réaction du peuple français, démocratisé malgré lui, devant Rousseau, ne devront pas chercher ailleurs que dans ces fortes pages du plébéien Proudhon. Voici les déclarations authentiques des prétendus sujets de Rousseau sur le règne de leur tyran. Elles concordent avec celles que nous apporte la plus ancienne tradition française, avec celles que fait aujourd'hui l'intelligence française délivrée du joug de 89. Il y reste quelques signes de la passion révolutionnaire? Gardons-nous de les supprimer. Ils sont la preuve que, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les fortes têtes qui voulaient demeurer sous le patronage de la Révolution rejetaient l'héritage de celle qui les avait marquées en vain.

Le moment d'arrêt de la littérature française commence à Rousseau. Il est le premier de ces *femmelins* de

l'intelligence, en qui l'idée se troublant, la passion ou affectivité l'emporte sur la raison, et qui, malgré des qualités éminentes, viriles même, font incliner la littérature et la société vers leur déclin.

Le bon sens public et l'expérience ont prononcé définitivement sur Jean-Jacques : caractère faible, âme molle et passionnée, jugement faux, dialectique contradictoire, génie paradoxal, puissant dans sa virtualité, mais faussé et affaibli par ce culte de l'idéal qu'un instinct secret lui faisait maudire.

Son discours sur les *Lettres et les Arts* ne contient qu'un quart de vérité, et ce quart de vérité, il l'a rendu inutile par le paradoxe. Autant l'idéalisme littéraire et artistique est favorable au progrès de la Justice et des mœurs quand il a pour principe et pour but le droit, autant il lui est contraire quand il devient lui-même prépondérant et qu'il est pris pour but : voilà tout ce qu'il y a de vrai dans la thèse de Rousseau. Mais ce n'est pas ainsi qu'il a vu la chose : son discours est une déclamation que l'amour du beau style, qui commençait à faire perdre de vue l'idée, put faire couronner par des académiciens de province, mais qui ne mérite pas un regard de la postérité.

Le *Discours sur l'inégalité des conditions* est une aggravation du précédent : si Rousseau est logique, c'est dans l'obstination du paradoxe, qui finit par lui déranger la raison. La propriété, malgré la contradiction qui lui est inhérente et les abus qu'elle entraîne, n'est en fin de compte qu'un problème de l'économie sociale. Et voyez la misère de l'écrivain, tandis que l'école physiocratique fonde la science précisément en vue de résoudre le problème, Rousseau nie la science et conclut à l'état de nature.

La politique de Rousseau est jugée : que pourrais-je

dire de pis contre sa théorie de la souveraineté du peuple, empruntée aux protestants, que de raconter les actes de cette souveraineté depuis soixante-dix ans? La Révolution, la République et le Peuple n'eurent jamais de plus grand ennemi que Jean-Jacques.

Son déisme, suffisant pour le faire condamner par les catholiques et les réformés, est une pauvreté de théologastro, que n'osèrent fustiger, comme elle méritait de l'être, les chefs du mouvement philosophique, accusés par l'Église et par Rousseau lui-même de matérialisme et d'immoralité : justice est faite aujourd'hui et de *l'état de nature* et de la *religion naturelle*.

*L'Héloïse* a relevé l'amour et le mariage, j'en tombe d'accord, mais elle en a aussi préparé la dissolution : de la publication de ce roman date, pour notre pays, l'amollissement des âmes par l'amour, amollissement que devait suivre de près une froide et sombre impudicité.

Les *Confessions* sont d'un autolâtre parfois amusant, mais digne de pitié.

Quant au style, excellent par fragments, toujours correct, il est fréquemment déshonoré par l'enflure, la déclamation, la raideur, et une affectation de personnalité insupportable. Rousseau a ajouté à la gloire de notre littérature; mais, comme pour le mariage et l'amour, il en a commencé la décadence.

En somme, et cette observation est décisive contre lui, Rousseau n'a pas le véritable souffle révolutionnaire; il ne comprend ni le mouvement philosophique, ni le mouvement économique; il ne devine pas, comme Diderot, l'avenir glorieux du travail et l'émancipation du prolétariat, dont il porte si mal la livrée; il n'a pas, comme Voltaire, cet esprit de justice et de tolérance qui devait amener, si peu d'années après sa mort, la

défaite de l'Église et le triomphe de la Révolution. Il reste fermé au progrès, dont tout parle autour de lui; il ne comprend, il n'aime seulement pas cette liberté dont il parle sans cesse. Son idéal est la sauvagerie, vers laquelle le retour étant impossible, il ne voit plus, pour le salut du peuple, qu'autorité, gouvernement, discipline légale, despotisme populaire, intolérance d'Église, comme un mal nécessaire.

L'influence de Rousseau fut immense cependant : pourquoi? Il mit le feu aux poudres que depuis deux siècles avaient amassées les lettrés français. C'est quelque chose d'avoir allumé dans les âmes un tel embrasement : en cela consistent la force et la virilité de Rousseau ; pour tout le reste, il est femme.

P.-J. PROUDHON<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *De la Justice dans la Révolution et l'Église*, 11<sup>e</sup> étude, Chap. II. Flammarion et C<sup>ie</sup>, éditeurs, Paris.

---

HOMMAGE A GEORGES SOREL

Les membres du Cercle se sont réunis, le 27 mai, au Café de Flore, en un dîner intime, pour fêter l'anniversaire de la fondation de leur Cercle et pour recevoir leur ami Albert Vincent (1). Ils avaient décidé de donner à ce dîner le caractère d'un hommage à un de leurs maîtres, M. Georges Sorel. La plupart des personnes qui ont suivi les séances de travail du Cercle avaient tenu à s'associer à cette manifestation et deux amis éminents des fondateurs avaient bien voulu y prendre part. Le dîner était présidé par l'un des plus anciens et des plus fidèles amis et disciples de M. Georges Sorel, Jean Darville, l'un des fondateurs du Cercle. Au café, Georges Valois prit la parole au nom des fondateurs du Cercle, et lut une lettre par laquelle René de Marans, absent, se joignait à ses amis pour rendre hommage à l'auteur des *Réflexions sur la Violence*. Enfin, Henri Lagrange prononça un discours où il exprimait l'esprit et définissait les méthodes du Cercle et indiquait l'influence de la pensée sorélienne dans l'œuvre dont il a été l'un des initiateurs. C'est par cette lettre de René de Marans et les deux discours de Georges Valois et d'Henri Lagrange, que nous publions ici, qu'il a été marqué, en cette soirée du 27 mai, ce que les catholiques, les syndicalistes et les nationalistes venus de la République et de l'Anarchie doivent à l'historien de la *Révolution dreyfusienne*, au grand philosophe des *Illusions du Progrès* et de *l'Introduction à l'économie moderne*.

1. Étaient présents, MM. B., A. D. A., Albert Vincent, Jean Darville, Pierre Galland, Henri Lagrange, Maurice Mavrel, M. Gudin, O. de Barral, M. Furcy-Raynaud, Georges Valois, Gilbert Maire, A. Pascalon, P. Locœur, J. Gazeau, J. Toussaint, M. Thibault, Wasier, Sudre, M. Dériot, M. de Barrès, Romain Desfossés.

## SOREL ET L'ARCHITECTURE SOCIALE

### *DISCOURS DE GEORGES VALOIS*

MESSIEURS,

Nous avons eu l'honneur de vous dire, il y a quelques mois, les raisons qui nous ont amenés à fonder notre Cercle et à le placer sous le patronage de Pierre-Joseph Proudhon. Henri Lagrange vous les rappellera tout à l'heure, en y ajoutant les idées et les sentiments que nous avons incorporés à notre entreprise au cours d'une année de travail. Je ne vous en indiquerai ici que le sens général, qui est une pensée d'organisation, mise au service d'une volonté irréductible de servir, en même temps que nos foyers, la patrie française. Et la direction de cette pensée, c'est très exactement : Détruire les principes qui ont fondé l'économie moderne, qui ont imposé aux nations le régime capitaliste et ont subordonné toutes les valeurs humaines à la valeur de l'or; — fonder une économie nouvelle qui sera une économie nationale et qui jugera de toutes les institutions qui s'élèvent dans l'économie selon les garanties qu'elles assurent au sang français.

Je ne vous dirai rien de plus de nos travaux; ma tâche d'aujourd'hui, qui m'a été fixée par mes amis, est de vous prier d'accomplir avec nous un acte de justice élémentaire, en reconnaissant et en saluant ceux dont l'œuvre a rendu possible la nôtre, ceux dont la pensée a présidé à la formation de la nôtre et a préparé la rencontre des deux traditions françaises qui se sont opposées au cours du xix<sup>e</sup> siècle et qui se trouvent représentées, unies, aujourd'hui, parmi nous. En com-



mençant nos travaux, nous avons salué la mémoire du grand Proudhon. Aujourd'hui, nous vous invitons à rendre hommage au maître dont le nom est si souvent prononcé parmi nous : vous entendez tous que je nomme le grand philosophe Georges Sorel.

Messieurs, Sorel s'est défendu de faire des disciples. Il se peut qu'il ait raison. Il n'a pas construit un système de l'univers; il n'a même pas construit de système social; on ne pourrait même point dire qu'il impose à ceux qui le suivent des méthodes ni des doctrines. Ses admirateurs sont dispersés. Les uns sont catholiques; les autres sont hors de l'Église; d'autres, ils sont nombreux, ont rejoint Maurras et l'Action Française. Mais son influence, pour n'être pas dogmatique, n'en est pas moins extrêmement profonde et très étendue. Et s'il ne se trouve pas de disciples, ceux qui lui sont attachés le regardent comme un véritable maître. Ce grand maître sans disciples est écouté passionnément par une foule nombreuse et ardente. Cela s'explique par ce fait que, s'il n'a pas donné à cette foule de directions précises, il lui est apparu comme un prodigieux excitateur intellectuel, qui révèle à chaque esprit qui l'entend ses propres directions. Je crois que c'est là un des principaux secrets de la grande influence, de la maîtrise de Sorel : il a éveillé notre pensée, il l'a surexcitée, il lui a donné, je ne dirai pas des directions, mais des moyens nouveaux de comprendre le monde, de pénétrer dans ses parties les plus obscures, de relier les phénomènes qui paraissaient séparés, de s'enrichir enfin, et de se dépasser à chaque découverte. Ceux qui ont suivi Sorel ont connu de fortes émotions : c'étaient celles qui naissent dans le cortège de l'explorateur heureux. J'en appelle au témoignage des hommes de ma génération qui, ayant passé par le froid désert de la rue Saint-Guillaume ou par les

marécages de la rue de Tournon, au temps où la juive Dyck May y fondait le Collège libre des Sciences sociales, ont eu le bonheur de rencontrer le Maître de Boulogne et se sont attachés à son œuvre. A chaque pas, avec lui, ils ont fait de nouvelles découvertes. Quelles lueurs projetait l'œuvre de Sorel sur ce « monde obscur de l'économie » où d'absurdes calculateurs, dressés par M. Anatole Leroy-Beaulieu à connaître la prospérité des nations selon les règles de l'arithmétique, n'ont jamais pu nous montrer que de sombres tableaux chiffrés. Et quelle vie Sorel y fit apparaître ! Quels paysages ! Quels spectacles puissants ordonnés par les plus fortes passions ! C'est dans ce monde, où les économistes ne voient guère que de froides mécaniques sans relations avec l'âme religieuse ou politique des cités, que Sorel nous invitait à découvrir le plan des grands événements historiques, l'explication de certains conflits religieux, le champ de bataille des guerres dont vit la démocratie, le lieu où se joue le sort des civilisations. Ainsi conçue, l'étude de l'économie devient aussi animée, aussi passionnante que les études historiques et politiques, c'est-à-dire que l'étude des faits sociaux où interviennent les passions humaines. L'histoire économique, au lieu d'être dominée par les inventions, apparaît soumise aux mêmes lois qui dominent la vie politique et où palpite le cœur de l'homme, — nous disons au Cercle, non sans nous souvenir des premiers enseignements reçus chez Sorel, soumise aux lois du sang. D'un mot, elle rentre dans la vie, d'où les économistes l'avaient exclue.

Ceci suffirait pour vous expliquer l'extraordinaire influence de Sorel, la séduction que son œuvre exerce sur tant d'intelligences. C'est une réussite admirable que d'avoir rendu la vie à une science qui l'avait per-

due. Mais l'œuvre de Sorel contient cent fois plus de richesses que je ne vous en rappelle, et qui devaient lui assurer le prestige qu'elle a acquis.

René de Marans vous en dira plusieurs, qui sont capitales. Je veux terminer en vous rappelant un des aspects de l'œuvre sorélienne auquel nous attachons le plus grand prix, parce qu'il détermine une de nos attitudes, parce qu'il nous sert à établir une de nos positions les plus importantes. Je crois qu'une des grandes pensées de Sorel, en matière d'organisation sociale, est que les constructions sociales doivent naître et croître d'elles-mêmes et que rien n'est plus dangereux et plus fou que d'en déterminer la structure à l'avance, ou que de les faire naître artificiellement, selon les fantaisies de l'esprit. Rien n'est plus traditionnel que cette pensée; rien ne s'accorde mieux avec la constitution de l'ancienne France. Et c'est ainsi que ceux d'entre nous qui appartiennent à l'Action française conçoivent l'organisation française sous la monarchie. Rappelez-vous là-dessus un des principes qu'énonçait Maurras : « Les libertés ne s'octroient pas; elles se prennent. » Un même principe m'a guidé lorsque j'ai fait mon enquête sur la monarchie et la classe ouvrière. Sorel a donné une vertu extraordinaire à ce principe et, par la critique qu'il a faite des utopistes, des constructeurs imaginaires, il a vraiment démoli tous ces architectes sociaux, à quelque groupe qu'ils appartenissent, qui nous ont, depuis cinquante ans et plus, préparé tant de plans de reconstruction sociale cependant que l'on ruinait les fondations de l'antique, de la belle et solide maison où la faveur divine leur ménageait encore un pensoir. Nous sommes allés à l'enterrement de tout ce monde-là, à la suite de Sorel. Et c'était gai, car ce n'était pas seulement les architectes

sociaux que nous conduisions au silence, c'était aussi leurs complices, les philanthropes et les hommes du Devoir. je veux parler de ces solennels farceurs qui ont entrepris d'opposer aux volontés ouvrières leurs bons sentiments, qui veulent moraliser les classes bourgeoises et les classes ouvrières, en prêchant à celles-ci la douceur et la patience, à celles-là la bonté et la générosité; qui répondent aux demandes d'augmentation de salaires par de scandaleuses interprétations de paroles bibliques, et qui font des conférences, des discours, des ligues dont quelques aigrefins emportent régulièrement la caisse. — C'était enfin les réformateurs de cabinet et de salon qui ont fait de l'action sociale un moyen de parvenir soit à une chaire, soit au mariage riche, et dont toute l'action s'est exprimée dans une littérature de prix académiques et dans des réunions mondaines où l'on invitait parfois des représentants de « l'élite ouvrière », entendez de sages ouvriers, de bons petits employés, doux et courtois envers les personnes des classes supérieures, et qui étaient pris le plus souvent parmi ce bas monde de pieds-plats qui veulent sortir de l'atelier ou du bureau par la bassesse, l'hypocrisie, ou le mouchardage. Rêveurs sociaux, Utopistes, Intellectuels de la Sociale. Amis du peuple, Organismes de mécaniques sociales, Hiérarques de la Sorbonne, exploiters des poussées de sang et des rêves humains, voilà les monstres que Sorel a détruits. C'est une œuvre puissante. Songez que tout ce peuple de larves encombraient les avenues de nos cités. Songez que la nation française accordait à ces débris d'humanité, il n'y a pas vingt ans, un prestige considérable. Aujourd'hui, c'est fini. Tout le papier imprimé où ont été fixées les divagations des architectes sociaux est abandonné aux archivistes. Cela ne servira plus qu'à faire

des thèses. Cela ne donnera plus de titres à la direction des affaires humaines.

Avec Sorel, les intellectuels eux-mêmes se démettent des prétentions de leurs aînés. Ils ne conçoivent pas de plus belle tâche que de ruiner définitivement le prestige que leurs prédécesseurs avaient indûment acquis auprès des hommes de métier. Entre ce mouvement loyal de l'intelligence qu'a déterminé Sorel et le mouvement du sang qui inspire le syndicalisme, le parti intellectuel agonise. La vie publique possède les principes de son assainissement. Les groupes de la cité peuvent s'organiser selon leurs lois intérieures. Messieurs, remercions Sorel de la part éminente qu'il a prise dans cette œuvre où le salut national est si profondément servi. Rendons hommage à Georges Sorel, père spirituel des républiques françaises.

## GRANDES RECTIFICATIONS SORÉLIENNES

### LETTRE DE RENÉ DE MARAIS

Fleurines, le 25 mai 1912.

Mon cher ami,

Je ne puis, vous le savez, me rendre à Paris pour assister à la réunion d'après-demain. Vous voudrez bien m'excuser auprès de nos amis et exprimer particulièrement à M. Vincent mon vif regret de ne point entendre sa conférence et de ne pouvoir faire sa connaissance. J'espère vivement qu'une autre occasion se présentera.

Je m'en voudrais cependant de ne point être présent au milieu de vous, au moins par l'esprit et le cœur, pour m'associer à l'hommage que le « Cercle Proudhon » va rendre à notre maître Georges Sorel.

« Vous verrez, me disait, en 1903, un éminent démocrate-chrétien chez lequel je fréquentais alors, après avoir lu l'article d'un des principaux collaborateurs du *Mouvement Socialiste*, vous verrez que ces gens-là finiront par rejoindre l'*Action Française*. » Rejoindre n'était pas le terme propre, mais la haine est perspicace et ce que mon interlocuteur redoutait, en le désignant d'un terme incorrect, est maintenant un fait.

Cet hommage rendu à Georges Sorel au Café de Flore où est née l'*Action Française*, par un groupe qui s'appelle le « Cercle Proudhon » et qui comprend à la fois des membres de l'*Action Française* et d'anciens collaborateurs du *Mouvement Socialiste*, et non des moindres, est bien un grand événement et qui intéresse, au premier titre, l'histoire de la pensée contemporaine.

Je dois, pour ma part, m'en réjouir infiniment puisque, après Jacques Bainville qui, dès juillet 1902, signalait les « antidémocrates d'extrême-gauche », je suis le premier à m'être intéressé à ce qu'on appelait alors la « nouvelle école », et le premier de tous, de notre côté, à m'être occupé publiquement de Georges Sorel et à avoir essayé, dans la faible mesure de mes forces, de le faire lire.

Connaitre Sorel était alors une originalité. On se reconnaissait à cela et c'était presque un mot de passe. Je ne sais, mon cher ami, si je vous ai déjà dit que lorsque j'ouvris pour la première fois *l'Homme qui vient*, je tombai sur ce passage de votre préface où vous indiquez en note ce que vous deviez à Sorel, et je me dis immédiatement que ce livre ne devait pas être quelconque. Une fois de plus, notre maître commun ne m'avait pas induit en erreur.

Je voudrais pouvoir dire, pour m'associer à cet hommage, ce que je dois personnellement à Georges Sorel, mais il faudra m'excuser, car ce sera un peu long et je crains aussi, après plusieurs années, d'éprouver de la difficulté à l'exprimer de façon précise.

Les idées auxquelles j'étais attaché lorsque je connus l'œuvre de Sorel, je les devais en majeure partie à la petite école que l'on désignait alors simplement, du nom de la vieille revue autour de laquelle elle s'était groupée, l'école de *l'Association Catholique*. Cette vénérable et chère revue achevait de mourir, ce qui était juste puisqu'elle avait fait son temps, après avoir dispersé en avancement d'hoirie et pas toujours à bon escient une partie de son héritage et avoir laissé le reste dans l'obscurité. Il y a encore beaucoup à y recueillir. On s'y était inspiré surtout de la tradition française et on y avait apporté aussi l'écho des travaux entrepris et

des expériences tentées en Autriche, par des hommes attachés comme leurs amis de France aux communes traditions de l'Occident.

Pour définir ce qui y avait été soutenu d'essentiel dans l'ordre temporel, ou, du moins, ce que, pour ma part, j'y avais perçu d'essentiel, je ne saurais mieux faire, puisque nous sommes en un jour où il s'agit de célébrer des accords, que de me reporter aux belles pages d'Édouard Berth dans un récent article de l'*Indépendance* sur la théorie des antagonismes dans Proudhon. Il y pose le dualisme de la société et de l'État et indique l'utilité d'une limitation de l'État par une forte organisation de la société « grâce au développement du syndicalisme par exemple ». Je cite de mémoire.

Nous avons donc cette préoccupation de distinguer la société de l'État, de limiter celui-ci par celle-là et il n'était pas possible de voir d'autre moyen, pour y parvenir, qu'une nouvelle efflorescence de ces corps et communautés qui avaient fait de la société de l'ancienne France quelque chose de si riche et de si divers. Nous sentions aussi plus ou moins nettement que le mouvement syndical était ce qu'il y avait de plus vivant dans la société contemporaine, et que c'était de lui surtout qu'il fallait attendre cette renaissance des corps. Nous établissions ainsi des rapports et nous situions l'un en face de l'autre l'État et le mouvement syndical, mais avions-nous une *connaissance intime* de ces choses sur lesquelles nous mettions des étiquettes et auxquelles nous assignions des places ? Nous rendions-nous bien compte, par conséquent, de leurs *conditions de vie*, cela est une tout autre question.

En ce qui concerne l'État, Maurras a montré sa nature intime et fait comprendre que le problème politique gouverne et commande tous les autres.



Pour quelqu'un vivement préoccupé par les questions que je viens de dire, la découverte de l'œuvre de Sorel devait avoir, en ce qui concerne la compréhension du mouvement ouvrier et du syndicalisme, et l'attitude à garder vis-à-vis d'eux, une importance de premier ordre.

Sorel faisait de l'exégèse marxiste, et sans pitié pour l'idéologie des innombrables professeurs et glossateurs qui avaient trouvé dans l'étude du marxisme une carrière, sans pitié pour l'idéologie de Marx lui-même, il s'attachait dans le marxisme à ce que celui-ci avait d'abord prétendu être, la simple interprétation du mouvement prolétarien. Et lui, ce grand intellectuel, ce bourgeois, cet ingénieur des Ponts et Chaussées, il savait se tenir à cette simple interprétation, il savait ne point donner des enseignements, mais au contraire en prendre, regarder, noter et conclure. Séparant peu à peu l'étude du mouvement ouvrier de toute préoccupation qui lui était étrangère, il nous montrait les conditions de vie et de développement de ce mouvement : il fallait qu'il fût libéré des influences politiques et des idéologies bourgeoises. Comment faire comprendre maintenant l'importance de ce petit chef-d'œuvre qu'est l'*Avenir socialiste des Syndicats*? « Tout l'avenir du socialisme, disait Sorel, réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers », et il nous montrait les syndicats « vidant » peu à peu l'État. Mais cet « avenir du socialisme » ramené au développement des syndicats ouvriers, ce n'était plus le socialisme, parce que toute l'idéologie avait disparu, c'était déjà autre chose, c'était le *syndicalisme*. Et quant à vider complètement l'État, nous savions bien que cela ne se pouvait, mais après avoir lu l'*Avenir socialiste des Syndicats*, on était sûr que le syndicalisme limiterait l'État,

et avant on pouvait le désirer, mais on n'en était rien moins que certain. Pour que le syndicalisme pût répondre aux espérances que l'on avait mises en lui, il était à la fois suffisant et nécessaire qu'il fût autonome, c'est-à-dire qu'on fît en sorte qu'on le laissât tranquille et que soi-même on commençât par donner l'exemple à cet égard.

Il y a plus encore. Par cela même que Sorel abordait l'étude du mouvement ouvrier avec des préoccupations purement scientifiques, et qu'il la menait non en sociologue, mais en moraliste, il substituait à cette vue du dehors que nous pouvions avoir une vue intérieure et intime, et derrière les mots, les cadres et les formules, il nous montrait les hommes en chair et en os avec leurs sentiments et leurs passions.

Dire que les institutions font les hommes, cela était bien, mais il fallait ne pas oublier non plus que, d'abord, ce sont des hommes qui font les institutions, qu'ils ont besoin pour cela de passions violentes et que cela entraîne bien des conséquences.

Désirer une renaissance des corps, cela était bien, et reconnaître, comme on le faisait, que ces corps, pour être vivants, devaient être spontanés, cela était mieux encore ; mais il fallait aussi se rendre compte de tout ce que cela comportait. Des corps sont une organisation des différences, et ces différences, il faut d'abord qu'elles soient marquées et senties. Comment cela peut-il se faire sans luttes et aussi sans violences ? Les paroles de Jehovah à la femme au début de la Genèse : *Tu enfanteras dans la douleur*, sont vraies pour toutes choses. *Rien ne naît sans douleur et aussi rien ne vit sans douleur*. C'est parce qu'il est un grand moraliste que Sorel a tant compris et qu'il a pu tant nous apprendre.

Quant à le suivre, lorsqu'on n'y est pas préparé,

dans cette connaissance intime du mouvement ouvrier, je ne sais si cela est possible, mais cela n'est pas absolument nécessaire, il suffit de savoir comment le problème se pose et les fautes que l'on doit éviter.

Voilà ce que je dois essentiellement à Sorel; mais ce n'est certes pas tout, et je tiens à faire remarquer les bienfaisants effets pour l'esprit que produisent l'imprévu même de la pensée sorélienne, et ses contradictions qui parfois ne sont qu'apparentes. Ainsi le même homme, qui a été si dur pour le réformisme, est peut-être celui qui a le plus contribué à faire comprendre l'œuvre de Bernstein; le même homme qui a porté sur le modernisme des jugements plus sévères qu'aucun théologien orthodoxe est, en même temps, celui qui a porté sur la philosophie de l'assentiment de Newman les jugements les plus sympathiques et qui s'est rattaché expressément à la philosophie bergsonienne, que du dehors l'on liait étroitement au modernisme. Cet imprévu constant, dont je ne donne ici que des exemples assez grossiers, habitue l'esprit à ne point se contenter de vues extérieures et globales, aide à faire les distinctions nécessaires et produit à certains égards les mêmes effets que produit l'usage d'une philosophie analytique.

Enfin, je dois dire tout ce que la lecture de Sorel m'a donné de lumières sur certains aspects de la science juridique — il y aurait toute une étude à faire sur la philosophie du droit dans Sorel — sur les rapports de l'administration et de l'économie, sur la nature de la circulation et de la production. *L'Introduction à l'Économie moderne* est à cet égard d'une richesse inépuisable.

Il est un autre point de vue encore que je veux signaler quoiqu'il ne rentre pas dans l'objet des études du Cercle Proudhon et qu'il ne me concerne que fort peu

personnellement, n'ayant jamais eu grand besoin que l'on me rendît service à cet égard.

Si, malgré les scories dont son œuvre est pleine, si malgré l'exaspération légitime qu'il suscita à la fin de sa vie par certaines de ses thèses, le nom de Brunetière doit rester, malgré tout, un grand nom et un nom respecté, c'est parce qu'il a contribué à rendre l'assurance à la partie de la nation qui, par position, est la plus riche en réserves morales, parce qu'il l'a encouragée à avoir confiance dans ces réserves et à en faire usage. Or, je dis que certaines parties de l'œuvre de Sorel peuvent rendre les mêmes services et sans les mêmes inconvénients, parce que, lui, il ne pose pas au Père de l'Église et conserve une simple attitude critique.

J'ai sous les yeux ici un de ses plus anciens ouvrages que je connais depuis quelques jours à peine ; c'est *l'Introduction à l'étude profane de la Bible*. Il date de 1889. Je lis au début cette simple phrase : « Je crois avoir démontré que l'Évangile de Saint-Jean est le document le plus authentique que nous ayons sur Jésus-Christ. » C'est exactement le contre-pied de l'exégèse moderniste, puisque tous les efforts destructifs de celle-ci ont porté sur le quatrième Évangile.

Mais ce qui est beaucoup plus important encore, c'est l'attitude prise par Sorel dans sa petite brochure, la *Crise de la pensée catholique*. Il examine en spectateur les attaques dirigées contre l'Église et il constate que les coups n'ont point porté. Que peut-il être fait de mieux comme apologétique ? Il faut saluer en Sorel un grand apologiste du dehors.

Voilà une bien longue lettre, mon cher ami, et pourtant ce n'est qu'une partie de ce que j'avais à dire. L'œuvre de notre maître Sorel est immense et je souhaite de tout cœur que cette belle création du Cercle

Proudhon que l'on vous doit à vous et à nos communs amis Jean Darville et Henri Lagrange, continue à nous faire profiter de toutes les richesses qu'elle contient.

Je songe en terminant à l'endroit d'où je vous écris. Si chaque parcelle de la terre française est sainte, cette terre du Valois est sacrée entre toutes puisqu'elle est le berceau de la monarchie capétienne. Je suis ici à deux petites lieues de Senlis où les comtes et les évêques proclamèrent Hugues Capet et fondèrent la plus grande dynastie qui fut jamais, au pied du priouré de Saint-Christophe, fondé par la reine Anne de Russie qui apporta en France le nom de Philippe. J'ai envie de boire de loin avec vous à la santé de Sorel qui, en déblayant l'intelligence française, aura contribué indirectement à ce que nous ayons encore des rois qui portent le nom de Philippe.

A vous bien cordialement,

RENÉ DE MARANS.

# L'ŒUVRE DE SOREL ET LE CERCLE PROUDHON

PRÉCISIONS ET PRÉVISIONS

## DISCOURS D'HENRI LAGRANGE

Messieurs, mes chers amis,

Les fondateurs du Cercle Proudhon ne peuvent célébrer le premier anniversaire de leur entente et du mouvement qu'elle a engendré sans une profonde émotion.

Nous ne pouvions imaginer, il y a un an, quand nous nous réunissions pour la première fois chez l'un de nous, qu'un succès aussi rapide viendrait sanctionner notre entreprise, et qu'à nous réjouir des destins heureux qui ont favorisé la naissance et le développement de notre Cercle, dans un laps de temps aussi bref, nous serions aussi nombreux. Mais cette éclosion fortunée, mais ces résultats si prompts et qui passent les espérances les plus optimistes, ce qui les a permis et ce qui les a déterminés, ce n'est pas seulement des concours fidèles et des amitiés constantes que nous ne saurions oublier, c'est, avant tout, l'affligeante maladresse des haines acharnées, qui, dès l'origine, ont poursuivi notre mouvement et ses promoteurs.

L'indignation de M. Bouglé, les protestations de M. Herriot, les brusques sursauts du *Temps*, les intrigues nouées dans les couloirs de la Sorbonne et qui inspirèrent les notes publiées sur Proudhon et sur le Cercle Proudhon par les journaux doctrinaires de la Démocratie, les lamentations du pauvre Maxime Leroy, dans la *Grande Revue*, tels sont, Messieurs, les facteurs de notre vic-

toire antidémocratique, et les pronostics les plus rassurants pour notre avenir.

Les causes de cette levée de boucliers contre le Cercle Proudhon, les motifs de cette terreur empressée et de ces déclarations de guerre, c'est que les agents de la Démocratie et les serviteurs de la Ploutocratie internationale ont vu, dans la constitution même de notre Cercle, une défaite et une injure personnelles. D'honnêtes dreyfusiens comme M. Guy-Grand ont ressenti une colère égale à celle de professeurs brouillons, comme M. Bouglé. Les dupes et les complices furent pareillement étonnés, et semblablement irrités.

C'est que les projets nourris, la tactique observée, la ligne de conduite suivie, depuis dix ans, par les fondés de pouvoir de la Ploutocratie internationale étaient, par la fondation du Cercle Proudhon, percés à jour et anéantis. Empêcher ou, tout au moins, retarder l'inévitable jonction des nationalistes et des syndicalistes clairvoyants, c'est, en politique, la pensée dominante et la principale occupation des puissances financières, maltresses de nos destinées nationales. Professeurs de la Sorbonne, parlementaires unifiés, et syndicalistes ministériels, émules de Motivier, frères siamois de Jaurès, et disciples de Basch, furent mobilisés à cet effet. Leurs efforts coalisés et leurs manœuvres convergentes leur permirent d'obtenir des victoires passagères et des demi-succès. Aux guichets des grandes banques, ils purent présenter, comme valeur d'échange, les bannières syndicales souillées des noms de Dreyfus et de Ferrer.

Malgré l'industrie des intellectuels, des traîtres et des politiciens, malgré la vigilance intéressée et la sévère surveillance exercée par tous les fonctionnaires et par tous les mercenaires de la Ploutocratie internationale, des citoyens français, nationalistes et syndi-

calistes, franchirent les barrages policiers, et, se rejoignant, connurent qu'ils étaient de même chair et de même langue, et pareillement ennemis des utopies démocratiques et de la tyrannie capitaliste. De cette rencontre naquit le Cercle Proudhon.

Il était nécessaire de rappeler aujourd'hui les efforts tentés en vue de rendre impossible l'alliance des nationalistes et des syndicalistes : à considérer les obstacles renversés, nous acquérons une plus grande conscience des services à rendre et de l'œuvre à réaliser. Qu'il me soit permis de constater que les craintes des utilisateurs professionnels des mouvements syndicalistes n'étaient pas dénuées de fondement : dès cette année, il nous a été donné de déjouer les calculs de la Ploutocratie internationale. Des policiers mêlés aux patriotes qui suivent les retraites militaires ayant insulté les militants syndicalistes présents à la Bourse du Travail, le Cercle Proudhon dénonça, dans une déclaration rendue publique, la manœuvre tentée. Nous eûmes la satisfaction de constater l'avortement de l'intrigue amorcée : le silence le plus absolu succéda aux rumeurs guerrières, et les bagarres qu'on souhaitait et qu'on préparait, les barricades qu'on commençait d'élever entre nationalistes et syndicalistes furent jugées inopportunes, et leur usage remis à une date plus favorable.

Il est donc établi que les agents de la Ploutocratie internationale, chargés de recruter des défenseurs au régime, ou d'enrôler les ouvriers français dans les bandes ferreristes et dreyfusiennes, rencontreront, aux abords des chantiers, des usines et des magasins, les membres du Cercle Proudhon. Aux abords des résidences nationalistes, où ils s'efforcent de transformer des patriotes ardents en amateurs de défense sociale, admirateurs de tel ou tel homme d'État républicain, Mille-



rand ou Briand, esclave de la Haute Finance, les agents de la Ploutocratie internationale rencontreront de même les membres du Cercle Proudhon. Une de nos fonctions essentielles consiste, en effet, à veiller soigneusement à ce que la Ploutocratie internationale ne puisse se soustraire aux mouvements qui la menacent en France, en les détournant de leur action naturelle, et en les opposant les uns aux autres. Impatients du règne de l'Or, nous saurons empêcher qu'il trouve sa sauvegarde dans la guerre civile.

•

Il est un homme, à qui nous devons faire hommage de ces premiers résultats, et que nous devons assurer de notre immense gratitude. Il eût été, ce me semble, indécent de le faire, il y a un an, alors que nous représentions seulement des désirs ardents, et un petit nombre de volontés résolues. Mais, aujourd'hui, il serait ingrat et profondément injuste, de notre part, de nous féliciter de notre alliance et de ses conséquences sans en reporter l'honneur sur l'œuvre qui l'a rendue possible et qui l'a faite : l'œuvre de Georges Sorel.

Il serait puéril de parler ici de fatalité, et de dire que la Force des choses conduisait les nationalistes et les syndicalistes à un accord. Cette fatalité, cet accord logique, encore fallait-il qu'une intelligence supérieure pût les découvrir inscrits dans l'ordre et dans la nature des deux mouvements.

Le bruit public, soutenu d'une légende démocratique, et qui laisse encore des racines vivaces dans les esprits, affirmait que nationalisme et syndicalisme étaient deux termes contradictoires. Nous savons, aujourd'hui, quelles puissantes affinités existent entre ces deux

grands courants de l'énergie nationale : l'un et l'autre, antilibéraux et antidémocratiques, issus de fortes réalités, ennemis acharnés du régime capitaliste.

Mais cette connaissance des caractères communs aux deux mouvements, c'est à M. Georges Sorel que nous la devons. C'est lui, aussi, qui a révélé aux nationalistes que la raison profonde de l'antipatriotisme syndical résidait dans la forme capitaliste et antinationale de l'État. Quelqu'autre jour, l'occasion nous sera fournie de remercier les socialistes antidémocrates, comme Édouard Berth, les nationalistes intégraux comme Georges Valois, de la part qu'ils ont prise au rapprochement des syndicalistes et des admirateurs de l'Enquête sur la Monarchie.

Aujourd'hui, c'est à M. Georges Sorel que vont tous les témoignages de notre admiration et de notre reconnaissance. En étudiant, en analysant, en pénétrant aussi profondément la vie syndicale, il a permis à des Français qui se croyaient ennemis jurés de s'unir pour travailler de concert à l'organisation du pays français. J'aurais voulu dire de vive voix au grand philosophe et au grand historien des *Réflexions sur la Violence* et de la *Révolution dreyfusienne*, toute notre affection intellectuelle.

L'œuvre de Georges Sorel marque une date importante dans l'histoire des idées et dans l'histoire de France : elle découvre soudain aux Français qui recherchent l'ordre un magnifique terrain d'entente nationale. Sans Georges Sorel, le Cercle Proudhon ne pourrait exister : il y sera donc toujours honoré et admiré comme un maître.

Ce n'est pas notre négation des vertus démocratiques

et notre alliance contre l'ordre imposé à toutes les fractions de la société française par la Ploutocratie internationale, qui a troublé, inquiété, et surpris au plus haut degré les derniers démocrates : c'est la volonté, affirmée dans la Déclaration des fondateurs du Cercle Proudhon, de faire œuvre constructive et organisatrice.

Je suis bien sûr que M. Antonelli et ses amis de la *Démocratie sociale*, que le règne des Poincaré et des Deschanel ne satisfait pas et qui rêvent de doter la République d'un parti nouveau et la France d'une démocratie organique, syndicale et fédérale, ont observé d'un œil attentif les premières démarches de notre Cercle. Mais, tandis que ces messieurs, qui veulent l'impossible, réclament de leurs lecteurs « un acte de foi », nous nous efforçons de prouver que notre union peut être féconde. Il importe peu que nous ne soyons pas d'accord sur le problème de l'État : ce n'est pas une conception commune de l'État qui a servi à nous assembler, mais, en aucune manière, elle ne contribue à nous diviser. Chacun de nous, dans ses travaux, envisagera l'organisation de l'État, quand il le jugera nécessaire. Cette grande question, que nous examinerons tous sous un angle antidémocratique, sera agitée entre nous : elle fera l'objet de recherches et de discussions collectives. Mais elle n'occupe et n'occupera jamais dans la vie de notre Cercle qu'une place de second ordre.

Ce que nous voulons, c'est rechercher dans quelles conditions, selon quels principes, et par quels moyens il sera possible de substituer à la féodalité financière un ordre social français.

Nous sommes tous d'accord sur ces points :

1° A la faveur des institutions démocratiques, la Ploutocratie internationale fait subir aux provinces, aux classes, aux familles françaises, dans leur vie politique et économique, religieuse, intellectuelle et morale, un régime qui contrarie en elles le sens même de la vie : c'est le régime de l'or.

2° Pour le salut de la vie française, il est absolument nécessaire de créer, dans tous les ordres français, des institutions qui conservent et protègent la force qui est aux sources mêmes de l'existence : le sang.

3° Le Cercle Proudhon comprend des représentants de la noblesse, de la bourgeoisie et des classes ouvrières françaises. Ses membres se proposent de rechercher quels organismes permettront aux républiques qui tendent à se substituer aux divisions administratives établies par la Ploutocratie internationale de remplir, dans les meilleures conditions, l'office national qui leur est assigné par l'intérêt suprême du sang français.

4° Ces recherches ne seront pas effectuées dans une intention de paix sociale. Les membres du Cercle Proudhon n'ont pas davantage le désir de s'ériger en docteurs orientant les citoyens français, cherchant à s'organiser, vers une solution quelconque. Nos particularismes multiples n'auront pas à souffrir de notre travail commun. Au contraire, la diversité de nos origines et de nos caractères nous autorise à nous faire connaître les uns aux autres quels services nationaux les classes peuvent se rendre mutuellement. En maintenant les classes distinctes, notre volonté est, au nom de nos intérêts de famille, de province et de classe, d'affirmer l'existence et de provoquer les manifestations de la solidarité nationale française en face du régime capitaliste, qui nous est imposé par la Ploutocratie internationale.

---

Si je n'ai pas exprimé d'une manière trop inexacte les idées qui se sont dégagées de nos entrevues et de nos conversations, si j'ai bien saisi les termes précis de notre entente en vue d'une action nationale, ce que vous voulez, Messieurs, ce que nous voulons, c'est chercher *la vertu nationale* des institutions que la société française produit spontanément, dans ses réactions contre le régime capitaliste. Filles du Sang, les amitiés et les protections nationales peuvent seules s'opposer avec efficacité à la conquête et à l'invasion des puissances de l'Or. Un exemple, une œuvre déjà illustrent notre pensée. Georges Valois, ne connaissant pas les sentiments qui animent les classes nobles, eût été incapable d'examiner les titres et les devoirs de la Noblesse : il a su, dans une conférence magnifique, définir son office national. Mais ceux de nos amis qui appartiennent à la Noblesse sont seuls qualifiés pour déterminer leurs parents et leurs amis à mettre en pratique les vues et les conceptions exposées par Valois.

Ainsi, refusant de conseiller aux classes, aux communes, aux groupements complexes qui constituent la société française, une forme donnée d'organisation, nous nous réservons à chacun ce soin et ce droit pour les jours où nous délibérons avec nos concitoyens et avec nos camarades des disciplines que nous voulons assurer à notre travail et à notre cité. Mais nous savons que la force et l'énergie susceptibles de détruire le régime infâme de l'or, ne peuvent surgir que d'une circulation régulière du sang français. Nous ne pouvons détruire le régime capitaliste qu'en dressant contre lui les protections d'une économie française. L'œuvre qui appelle nos soins, c'est, Messieurs, l'instauration de ce régime nouveau, et de cet ordre social français, que notre illustre patron, Pierre-Joseph Proudhon, a espéré

toute sa vie, et dont Charles Maurras, dans sa brochure merveilleuse, *Trois idées politiques*, constate qu'on l'espère vainement depuis un siècle. Toutes les classes de la société française sont ici représentées ; quand nos travaux auront abouti, comme j'en ai la ferme espérance, chacun de nous ira porter au sein des groupements dont il est membre la conscience des fonctions nationales que ces groupements doivent assumer. Ainsi, la Ploutocratie internationale se verra privée de ses colonies françaises ; au lieu de ses fiefs et de ses districts, nous verrons s'élever sur le sol français de franches et joyeuses républiques, dont nous rendrons l'indépendance durable, en les maintenant dans une alliance féconde, car notre volonté, c'est en leur rappelant qu'elles ont un office national à remplir, de graver sur leurs oriflammes innombrables le nom de la France immortelle.

## LA FAMILLE CHEZ PROUDHON ET DANS LA DÉMOCRATIE

En me demandant de vous parler de la famille, vous vous êtes adressé au père de famille, au militant syndicaliste, à l'instituteur rural que je suis. Dans ces conditions, j'ai bien volontiers répondu à votre appel. Vous aurez la bonté de négliger la forme de ma causerie pour ne retenir que le fond des réflexions qui suivent.

### I

Le sort de la famille n'intéresse pas forcément l'homme d'État. Que les divorces augmentent, que l'union libre soit en progrès, que les naissances diminuent, il n'y a pas toujours là de quoi troubler sa sérénité : « L'ordre maintenu dans la rue — écrit Proudhon — la force restant à la loi, l'homme d'État pourrait se reposer sur son œuvre, et l'on n'aurait plus qu'à répéter le proverbe : le monde va tout seul. »

Mais comment ce sort ne passionnerait-il pas le syndiqué sérieux qui sent vivement que le système capitaliste ne peut pas durer plus longtemps ? Le syndiqué voit que nous allons à des transformations profondes dont il faut prendre son parti. Il en est parfois comme effrayé. L'idée lui vient alors de revenir en arrière, d'abandonner son syndicat et de vivre égoïstement. Impossible ! Il devine que son mouvement de recul n'arrêterait rien et que le torrent ouvrier poursuivrait sa course irrésistible.

Cependant, en continuant à réfléchir, il se tranquillise. « Nous pouvons sans crainte marcher de l'avant — dit-il — si nous continuons à pratiquer nos vertus tradition-

nelles et si, en particulier, la famille reste debout, plus que jamais respectée et honorée. En elle, nous trouverons la possibilité et la garantie des progrès sociaux les plus hardis. »

Telles sont les pensées qui se déroulent naturellement dans l'esprit du syndiqué qui réfléchit.

Tout irait donc pour le mieux : la lutte pour le droit pourrait se dérouler sans démagogie comme sans faiblesse si, à ce moment, le syndiqué ne rencontrait ses deux pires ennemis qui se donnent l'un et l'autre pour ses dévoués sauveurs : j'ai nommé le socialiste politicien et l'anarchiste.

Pourquoi le syndiqué suspecterait-il le politicien socialiste et l'anarchiste ? Il n'a rien contre eux. Ils ont gagné sa confiance en prononçant d'abord un certain nombre de paroles anticapitalistes qu'il sait justes. Bien disposé, il écoute avec intérêt la suite des discours qu'on lui tient. Il apprend ainsi que la morale est tout simplement un ensemble de préjugés hypocrites contre lesquels il est bien de se révolter ; que la famille a évolué et évoluera encore ; qu'avoir des enfants c'est faire le « jeu des capitalistes » : que les liens du mariage sont de pesantes chaînes que l'être vraiment libre, vraiment fort ne doit pas craindre de rompre. etc., etc. »

Cet enseignement qui réussit n'a, remarquez-le, rien de prolétarien. Dirai-je qu'il est bourgeois ? Non. Ces lignes de Proudhon ont plus de vérité aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle : « Il n'y a plus de bourgeoisie, il n'y a même pas de quoi en former une. La bourgeoisie, au fond, était une création féodale, ni plus ni moins que le clergé et la noblesse. Elle n'avait de signification et ne pourrait en retrouver une que par la présence des deux premiers ordres, les nobles et les clercs ».

Très précisément, cet enseignement est donné par



des oisifs, par des *ratés* dont les déboires ont exaspéré les passions démagogiques. On parlerait mal en les traitant de *révoltés* : il y a dans la révolte un saint amour de la Justice. Ces déclassés sont des *mécontents* qui trouvent la société mal faite parce qu'ils ne s'y trouvent pas bien et parce que la place qu'ils y occupent n'est pas assez belle. Ils sont les frères envieux — les frères tout de même — des parvenus de la démocratie (agioteurs de la Bourse, écrivains « arrivés » et politiciens considérables) qu'ils attaquent avec tant de rage haineuse et jalouse.

Non, ces gens n'ont rien de commun avec le peuple ! Il reste cependant que leur propagande donne des résultats. Elle touche surtout les « jeunes » et c'est par là qu'elle est très dangereuse.

Il faut donc la combattre. Mais comment ? Croyez-moi : la lutte est extrêmement difficile à conduire, car le monde ouvrier, inconsciemment mais complètement asservi aux dogmes démocratiques, a vite fait de vous traiter en suspect et d'invoquer l'autorité des intellectuels socialistes et libertaires.

C'est alors que l'on est heureux de rencontrer Proudhon, de faire appel à son bras puissant et d'opposer sa noble pensée aux basses élucubrations des démocrates « avancés ». Impossible, en effet, de traiter Proudhon de bourgeois « faisant le jeu des capitalistes ». D'autre part, on ne peut songer à l'affronter : ce serait la rencontre du Pygmée et du Titan.

Proudhon gêne nos démocrates. Aussi le taisent-ils de leur mieux : c'est leur façon à eux de montrer qu'ils pensent librement.

Fait significatif entre tous : dans son discours de Besançon, M. Viviani n'a pas dit un mot des idées de Proudhon sur l'amour, le mariage et la famille ; idées

qui tiennent pourtant une grande place dans la pensée proudhonienne. Était-ce pudeur? Était-ce crainte? J'incline pour la crainte : pas une ligne de Proudhon qui, en ces matières, n'eût marqué au fer rouge les gros seigneurs de la démocratie réunis au pied de la statue de ce grand moraliste français.

Mais cette conduite nous dicte la nôtre. La vérité embarrasse les démocrates, nous la dirons. Ils enterrent Proudhon, nous l'exhumerons. Ce faisant nous servirons à la fois et la cause de l'intelligence et celle du peuple dont je suis, pour ma part, de toutes les fibres de mon corps.

## II

Parce qu'il observe déjà, de son temps, que la société française est menacée de se dissoudre, Proudhon écrit *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*. L'ouvrage a pour but, dit-il, « de reconnaître la réalité du mal, d'en assigner la cause, et en découvrir le remède. »

Proudhon constate que le scepticisme s'est abattu sur la morale : « C'est en cela que consiste la dissolution moderne. » Il délimite le domaine des effets de ce scepticisme : « L'histoire montre que si la sûreté des personnes et des propriétés ne peut être sérieusement atteinte par le doute moral, il n'en est pas de même de la famille et de la société. »

On peut donc affirmer que Proudhon écrit sa *Justice* pour défendre, soutenir, exalter et remettre en honneur ces trois fois complémentaires : la foi conjugale, la foi juridique et la foi politique. Voyons ce qu'il dit de la famille.

Le premier degré de juridiction est le mariage. Organe de la justice, ce dernier unit, dans un dévouement

réci-proque absolu, la puissance et la grâce, le vaillant travailleur et l'active ménagère.

La famille est le deuxième degré de juridiction. Par la progéniture, le couple androgyne perpétue la justice, en assure l'amplification, le développement et nous amène au seuil de la cité.

Soulevé par son sujet, Proudhon trouve sans peine de lyriques accents; leur enthousiasme vient rehausser l'exactitude et la finesse des observations psychologiques de notre auteur :

« Par la génération, l'idée du droit prend un premier accroissement : d'abord dans le cœur du père. La paternité est le moment décisif de la vie morale. C'est alors que l'homme s'assure dans sa dignité, conçoit la Justice comme son vrai bien, comme sa gloire, le monument de son existence, l'héritage le plus précieux qu'il puisse laisser à ses enfants. Son nom, un nom sans tache, à faire passer comme un titre de noblesse à la postérité, telle est désormais la pensée qui remplit l'âme du père de famille. »

Quelle noblesse, quelle beauté, quel accent cornélien dans ces quelques lignes si pleines et si profondément traditionnelles! Comme elles dominent — et de quelle hauteur! — les rampants conseils de nos « générateurs conscients »!

Aujourd'hui, dans notre démocratie, on ne désire pas l'enfant : on redoute sa venue, on la retarde et on l'empêche par une série de pratiques sur lesquelles je n'ai pas besoin de m'étendre. M. Vautour et ses locataires veulent voir

« la maison sans enfants ».

Observez un peu nos modernes : moroses et débiles jouisseurs, ils ont une haine presque malade pour les

petits. Au restaurant, en wagon, il faut voir les airs crispés que prennent les voisins d'une famille normale. Les rires de l'enfant, ses cris, ses caprices, ses pleurs, sa turbulence naturelle horripilent nos contemporains en troublant leur repos et leur béate digestion.

Vous le savez tous aussi bien que moi : il n'en était pas ainsi autrefois. On se réjouissait, on se glorifiait d'avoir une famille nombreuse. Grands-parents et parents accueillaient le nouveau-né avec allégresse. Sur ce point encore, Proudhon est un homme de l'ancienne France. Il s'écrie :

« L'enfant est donné, *Parrulus natus est nobis*; c'est un présent des Dieux, *A-deo-datus*, une incarnation de la divinité présente, *Emmanuel*. On le nourrit de lait et de miel, jusqu'à ce qu'il apprenne à discerner le bien du mal : *Butyrum et mel comedet, donec sciat eligere bonum et reprobare malum*; c'est la religion de la Justice qui poursuit son développement. Comment dans l'accomplissement de ce devoir sacré, l'homme ne sentirait-il pas sa noblesse? Comment la femme ne deviendrait-elle pas splendide? »

Et la famille fonctionne ainsi :

« Tous, dit Proudhon, sont dans la main du père, nourris de son travail, protégés par son épée, soumis à son gouvernement, ressortissants de son tribunal, héritiers et continuateurs de sa pensée. La Justice est là tout entière organisée et armée : avec le père, la femme et les enfants, elle a trouvé son appareil qui ne fera plus que s'étendre par le croisement des familles et le développement de la cité. »

Proudhon combat le divorce. Bien plus : selon notre auteur, la mort même de ceux qui fondèrent la famille féconde ne peut dissoudre cette institution à la fois spirituelle et charnelle. Elle dure, elle est perpétuelle.

Aussi Proudhon attache-t-il une extrême importance au testament, cet acte solennel, « ce monument des dernières volontés, par lequel l'homme agit au delà du tombeau » et « affirme la continuation de sa présence dans la famille et la société au sein desquelles il s'évanouit. »

Aujourd'hui « nous finissons la plupart comme des malfaiteurs. Point de communion sociale, point de paix pour nos derniers instants. » L'individu n'a rien à léguer dont il puisse s'honorer. Qu'importe donc l'avenir à ce vorace consommateur ? Périssent au besoin l'héritage, si le cher « moi » de l'individu peut en le gaspillant, éprouver quelques jouissances supplémentaires ! Proudhon tient un tout autre langage. Il défend l'entière liberté de tester : « Bien loin de restreindre la successibilité, je voudrais en faveur des amis, des associés, des compagnons, des confrères et des collègues, des domestiques eux-mêmes, l'étendre encore. Il est bon que l'homme sache que sa pensée et son souvenir ne mourront pas : aussi bien n'est-ce pas l'hérédité qui rend les fortunes inégales, elle ne fait que les transmettre. Faites la balance des produits et des services, vous n'aurez rien contre l'hérédité. »

### III

Tel est l'enseignement de Proudhon. Ses thèses, qui paraissent aujourd'hui si étonnantes, sont pourtant ce qu'il y a de plus simple au monde. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux, qu'à faire appel à ses souvenirs, qu'à invoquer sa propre expérience pour être persuadé de leur justesse. Tout au contraire, pour les combattre, pour les déclarer, dédaigneusement, « renversantes », il faut se faire violence ou plutôt il faut céder à ses passions. J'insiste sur

ce dernier point : c'est lui qui rend impossible toute discussion avec les démolisseurs de la famille.

En effet, ils savent aussi bien que vous et moi que le mariage doit être indissoluble, que la famille féconde est la première des cellules sociales, celle qui supporte et engendre toutes les autres. Tout ce que vous pouvez leur dire ne leur apprend rien qu'ils n'aient déjà compris depuis longtemps.

Ainsi la vérité leur est connue. Mais, d'autre part, ils sont, comme tous les êtres humains, tirés par leurs instincts et ils préfèrent leur obéir que les dominer.

Tout s'éclairerait, tout serait très simple si les hommes et les femmes « avancés » venaient nous dire honnêtement : « Nous préférons le plaisir à la peine. Nous obéissons à l'appel de nos sens. Ce qu'il nous faut, c'est la voltige amoureuse. Nous n'avons pas le courage de fonder une famille, d'élever des enfants, de travailler pour eux. »

Tout serait justement trop simple. Nos femmelins et nos émancipées ne consentent pas à avouer leur commune déchéance. Ils la dissimulent derrière un arsenal d'arguments dits « élevés » ; ils la parent de considérations « socialistes » et ils traitent de « réactionnaires » « d'ennemis du progrès » ceux qui persistent à pratiquer la fidélité conjugale, à avoir un foyer irréprochable et à s'entourer d'enfants.

Mais la démocratie n'est encore que l'ennemie indirecte de la famille — je veux dire que ses principes sont invoqués et utilisés mais qu'ils n'ordonnent nullement la destruction de la famille. — Elle ne prescrit pas certains actes, on les déduit de ses principes.

Ici, constatons que Proudhon n'attribue pas à la démocratie la ruine et l'extinction de la famille. Il lui manque d'avoir vu fonctionner la troisième et la qua-

trième république. Il n'a pas connu notre presse « avancée. »

Au surplus, Proudhon, exclusivement occupé à porter à l'Église les coups les plus rudes, ne se rend pas compte que ses attaques atteignent également la démocratie. Souvenez-vous, en effet, que Proudhon parlant de l'homme en face de la mort reproche au catholique mourant de n'avoir plus un regard pour les biens de ce monde, de n'avoir « pas un mot ni pour ses amis ni pour sa famille » alors que lui, Proudhon, veut « regarder la mort en face, la saluer d'amour, remettre son âme entre les mains de ses enfants et s'échapper dans la famille. »

Mais si le catholique, selon Proudhon, songe trop à l'Enfer et, conséquemment, au Paradis, l'État démocratique n'est-il pas l'équivalent laïque de ce Paradis? Dans sa *Question Juive*, Karl Marx s'en est fort bien rendu compte :

« Quand, dit-il, l'État politique a atteint son véritable développement, l'homme mène une double existence, une existence céleste et une existence terrestre, non seulement en pensée, en conscience, mais en réalité, dans sa vie même : il a son existence dans la *communauté politique* où lui-même a une valeur générique, et son existence dans la *société bourgeoise*, où il agit comme particulier, considère les autres hommes comme des moyens, lui-même s'abaisse à être un moyen et devient le jouet de puissances étrangères. L'État politique se conduit avec autant de spiritualisme vis-à-vis de la société bourgeoise que le ciel vis-à-vis de la terre. Il est en semblable opposition avec cette société, il la dépasse comme la religion dépasse les limites du monde profane; il est obligé de même de reconnaître cette société, de la rétablir, et de se laisser dominer par elle. »

Très réellement, la démocratie invite l'homme à être un ange, à mépriser son existence terrestre, sa mesquine vie d'ouvrier, de paysan, de père de famille; elle le détourne de cette « mare stagnante »; elle lui conseille « d'élargir son horizon », d'« accrocher sa charrue à une étoile »; elle lui ordonne d'aimer tous les hommes, que dis-je, tous les êtres humains fraternellement confondus. Il n'y a même plus de sexes. C'est le paradis terrestre.

C'est le paradis terrestre. Il conduit justement, pour cela, tout droit à l'Enfer : « C'est Eloa la belle archange, amoureuse de Satan qu'il lui suffit de regarder pour se perdre. » Plus l'on a méprisé la chair, et plus l'on tombe dans l'abîme des aberrations sexuelles.<sup>1</sup>

Voyons maintenant si les faits vérifient nos assertions, car les démocrates « sérieux » ont vite fait de crier à la calomnie dès qu'on leur sert quelques vérités désagréables.

Certes, les démocrates nous font des concessions. Ils ne bronchent pas quand on les entreprend à propos du divorce ou de l'union libre. Quand on montre que de 1871 à nos jours, la natalité est tombée de 25,4 à 18,7 pour 1,000, les démocrates se gardent bien d'observer que pareille chute s'observe actuellement dans les monarchies voisines, car celles-ci s'acheminent rapidement vers la démocratie. Mais ils objectent, — et le fait est incontestable, — que malgré le rétablissement de la monarchie, la famille française n'a cessé ni de se dissoudre, ni de s'éteindre.

1. Si l'on se rappelle que la démocratie a pour fondateurs les marchands et les intellectuels, aussi aptes les uns que les autres à fournir d'incomparables politiciens, on comprend aisément que la démocratie détruit la famille. Les capitalistes arrachent la femme à son ménage pour la mettre au comptoir ou à l'atelier; les intellectuels, sous le prétexte de libérer la femme, lui font prendre son foyer en horreur.



L'argument n'est pas pour nous gêner. Nous sommes les premiers à dire que sous Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe notre natalité a décru d'une façon régulière. Sans même qu'on nous y oblige, nous déclarons que le XVIII<sup>e</sup> siècle avait déjà vu naître ce mouvement. Quoi d'étonnant à cela : le siècle du femmelin Rousseau a déjà ses esprits forts et ses émancipées : c'est un siècle démocratique. Après la Révolution, la démocratie a eu un siècle pour détruire la famille, car personne ne conteste que, depuis 1789, la démocratie n'a jamais été sérieusement menacée en France.

Mais voici qui est plus probant encore : il y a en France 120.000 démocrates professionnels : ce sont les institutrices et les instituteurs laïques. Or, il est bien remarquable que le corps enseignant donne tête baissée dans le féminisme et le malthusianisme. Il y a dans ce personnel, victime de l'enseignement qu'on lui donna, de très honorables exceptions. Elles sont rares, fort rares surtout chez les « jeunes » qui, eux, vont au socialisme unifié et à l'anarchisme, les deux formes extrêmes de la démocratie<sup>1</sup>.

« Tout attentat au mariage et à la famille, dit fortement Proudhon, est une profanation de la Justice, une trahison envers le peuple et la liberté, une insulte à la Révolution. » Or, la législation démocratique a multiplié ces attentats.

Elle nous a, en premier lieu, dotés du divorce que Proudhon repousse avec tant d'énergie : « Par le divorce, s'écrie-t-il, les époux avouent leur commune indignité, se déjustifient si l'on peut ainsi dire, en d'autres termes deviennent sacrilèges. » Or, que voyons-nous dans

1. Il est juste de noter que ces modestes fonctionnaires sont en général fort mal payés.

notre démocratie? Le divorce y est de plus en plus courant et l'on parle de l'élargir encore.

En matière de mariage, la loi démocratique méconnaît en partie l'autorité paternelle; elle finira par l'ignorer tout à fait. Elle contredit ainsi l'austère enseignement proudhonien : « Le devoir du père de famille, écrit en effet notre auteur, est d'établir ses enfants dans l'honorabilité et la justice; c'est la récompense de ses travaux et la joie de ses vieux ans de donner sa fille, de choisir à son fils une femme de sa propre main... Quand un fils, une fille, pour satisfaire son inclination, foule aux pieds le vœu de son père, l'exhérédation est pour celui-ci le premier des droits et le plus saint des devoirs. »

Enfin, la démocratie atteint l'hérédité par le moyen d'impôts toujours plus lourds et destinés à le devenir encore davantage. Rien de plus facile à comprendre : pour aménager la cité céleste, pour faire le bonheur du peuple et élever l'âme des citoyens, il faut de l'argent, beaucoup d'argent, énormément d'argent, car celui-ci est déjà aux trois quarts consommé avant d'être affecté à sa destination spéciale. Aucune machine ne rend moins que l'État. Enorme et poussif, anémié et pourtant chargé de mauvaise graisse, il gaspille les ressources de la nation et cherche à s'en procurer de nouvelles pour les jeter dans le gouffre de son budget. Écrasant la famille sous le poids de ses contributions indirectes et de ses monopoles, l'État, insatiable, s'en prend à l'héritage et se charge de l'engloutir au bout de deux ou trois générations.

Tout conspire, on le voit, dans une démocratie, à dissoudre, à ruiner, à anéantir la famille : les lois, les actions, l'idéal sont contre elle. Le divorce en progrès; le féminisme plein d'arrogance; la ménagère abandon-

nant son foyer pour devenir une « marchandise », un « objet de consommation » que l'homme rejette dans la circulation après s'en être servi, la fréquence grandissante des avortements; la diminution des naissances; l'autorité paternelle méprisée; les chefs de famille et leurs enfants jetés à la rue par M. Vautour; la multiplication des attentats aux mœurs, voilà ce que nous donne normalement la démocratie triomphante.

## IV

« Mariage, famille, cité sont un seul et même organe, — dit Proudhon. La destinée sociale est solidaire de la destinée matrimoniale. » Il faudrait écrire un volume pour énumérer dans le détail les funestes effets qu'entraînent la désagrégation et l'extinction de la famille. Aussi me bornerai-je à signaler ceux qui menacent la patrie et la production agricole.

J'ai admiré comme vous les invincibles arguments par lesquels M. Charles Maurras a établi l'impossibilité pour notre démocratie de sauvegarder le patrimoine national. Je les ai admirés et j'ai pourtant senti que, plus d'une fois, ils n'avaient qu'une importance secondaire.

Expliquons-nous mieux : sans doute la logique du régime veut que nous n'ayons pas de politique extérieure. Supposez cependant, d'une part, des politiciens inférieurs à ceux que nous avons et, d'autre part, une France peuplée de 55 millions d'habitants, une France grande et forte par ses familles nombreuses. Elle serait respectée, son alliance serait recherchée; jamais l'Allemand n'aurait frappé les coups de Tanger et d'Agadir.

L'étranger sait, il voit que nos sursauts d'énergie ne peuvent aboutir, car il nous manque l'institution de

base, l'institution durable qui donne son existence à la patrie.

On dit, on écrit que le patriotisme renait en France. Il y a dans les milieux urbains des mouvements d'opinion favorables au patriotisme. Ni plus, ni moins. Un rien suffit à les détruire : les foules passent avec une extrême facilité du chauvinisme à l'hervéisme et réciproquement.

Il ne faut pas oublier que la patrie, comme la famille, est aussi matérielle que spirituelle. C'est d'abord et surtout un sol, un certain sol, acquis en commun et transmis comme un héritage familial. Qui donc, dès lors, s'intéressera à la patrie si ce n'est la famille s'adonnant à la culture de ce sol, intéressée à sa sauvegarde et léguant la part qu'elle en possède ?

On commence à sentir que les familles nous manquent. Sur notre frontière, l'ennemi augmente ses armements, ajoute de nouveaux corps de troupe à sa formidable armée. Il s'apprête à nous manœuvrer, à peser sur nos décisions et, s'il le faut, à nous écraser encore. Et nos démocrates, secrètement affolés par le danger qui monte, font semblant de ne pas voir que la France ayant perdu ses familles n'est plus bâtie en hommes. Ils s'agitent, ils se mettent martel en tête pour découvrir la cause de notre infériorité. Le spectacle serait risible si nous n'étions si directement et si sérieusement menacés.

Il faut conclure. Avec une aisance qui ne laisse pas d'être suspecte, les démocrates disent d'un ton léger, détaché : « Le nombre ne doit pas seul entrer en ligne de compte. La quantité nous manque, mais nous aurons la qualité. » De tels arguments font rêver : la qualité s'obtient par le choix, par la sélection, elle sort de la quantité. Proudhon le disait déjà aux féministes. Plus nous irons

et plus notre adversaire s'assurera sur nous le double avantage de la qualité et de la quantité.

Serons-nous du moins mieux armés que notre adversaire? Rien ne nous le garantit. Nous retombons encore sur la famille. C'est elle qui fournit de nouveaux contribuables venant soulager leurs congénères. Nous agnons sous le poids de la paix armée; l'Allemand le supporte sans fléchir.

Dans la voie de la production agricole, nous sommes progressivement distancés par tous nos concurrents. Nos exportations fléchissent et notre marché intérieur serait depuis longtemps envahi par les produits de l'étranger si la démocratie ne protégeait l'électeur dans le paysan français.

On se plaint de l'invasion des métèques. A qui la faute? A nous d'abord qui n'avons personne pour les suppléer.

Le progrès agricole, comme l'a bien vu M. G. Sorel, ne consiste pas seulement dans l'emploi d'instruments perfectionnés et dans l'usage des engrais chimiques. Le type de l'agriculture hautement progressive nous est fourni par le jardinage qui est une industrie biologique demandant une main-d'œuvre très abondante, très instruite et fort habile. C'est vers lui que nous devrions tendre. Or, nous nous en éloignons.

Pourquoi donc? Parce que la main-d'œuvre nous manque, parce que la famille s'éteint. Le paysan, aujourd'hui, fait sa partie dans le concert démocratique. Il va, il vient, il circule. Il devient peu à peu un excellent démocrate. De plus, ceux qui ont quitté le village y reviennent de temps à autre pour corrompre le cultivateur en lui vantant, en lui enseignant les pratiques de ces « sacrés malins » que sont les gens de la ville.

Je sais peu de spectacles aussi poignants que celui de

la désertion des campagnes. Ces maisons qui s'effondrent, ces friches qui remplacent les cultures, ces enfants arrachés à l'école pour aller dans les champs tenir la place des hommes qui manquent, rien n'est plus émouvant ni plus significatif.

Oui, la démocratie est vivante, bien vivante, elle éclate de santé. Mais tout à côté, la famille meurt, la patrie meurt, la terre meurt. Comme certaines fleurs, la démocratie ne s'épanouit bien que dans les cimetières.

•

Or, nous voulons vivre, nous voulons vivre en travaillant, revivre dans nos enfants, maintenir notre patrie.

Dès lors, notre voie est toute tracée. Comme travailleurs, comme pères de famille, comme Français, notre plus pressant devoir est de ruiner les institutions démocratiques..

Albert VINCENT.

## NOTRE PREMIÈRE ANNÉE

PAROLES, MURMURES ET RUMEURS DANS LA PRESSE ET LE MONDE SUR LE CERCLE PROUDHON. — Disons-nous que nous étions sans ambitions lorsque nous avons fondé le Cercle Proudhon ? Ce serait excessif. Je crois me souvenir que notre pensée était extrêmement modeste : réunir une vingtaine de personnes pour l'étude de l'économie moderne et la recherche des principes d'une économie nouvelle, c'est à ces deux points que nous nous limitons. Si nous avions d'autres ambitions, elles ne valaient à nos yeux que pour un avenir éloigné. Les commentaires de la presse démocratique et ceux de quelques personnes appartenant au vieux monde conservateur ont grossi nos intentions, nous ont donné un caractère que nous n'avions pas prévu et nous obligent, un an après notre fondation, à préciser nos intentions, à nous situer nous-mêmes, et à rappeler dans quelles conditions nous nous sommes réunis, ceci pour détruire quelques légendes absurdes qui circulent entre le Rond-Point Bugeaud et les châteaux juifs de Seine-et-Marne et qui ont été enregistrées, sous une apparence historique, au dernier numéro de la *Revue de Métaphysique et de Morale*. Dans son discours que nous publions aujourd'hui, Lagrange a opposé, aux divagations qui nous sont revenues, de lumineuses affirmations auxquelles nous avons tous souscrit. Il me reste à rectifier les informations que l'on a publiées et répandues sur le Cercle et à opposer quelques définitions complémentaires aux légendes qui ont été fabriquées depuis le mois de mai. Reprenons d'abord les commentaires de la presse au point où nous les avons laissés à la fin de notre premier Cahier. Nos lecteurs se rappellent que nous avons publié les lamentations et les protestations du *Mouvement socialiste*, où M. Hubert Lagardelle nous contestait le droit de nous réclamer de Proudhon. Nous ne donnerons pas de nouvelles justifications à M. Hubert Lagardelle, avec qui nous nous sommes interdit la discussion. Mais nous voulons apporter dans ce débat, qui dépasse M. Lagardelle et nous-mêmes, le jugement d'une personne qui est, plus que quiconque, autorisée à parler ici et qui nous écrivait en mars dernier :

---

J'ai trouvé quelque chose de naïf et d'étrange dans les extraits du *Mouvement Socialiste* que vous avez reproduits : Lagardelle reproche aux socialistes français de ne pas s'occuper de Proudhon ; il affirme que la pensée de celui-ci doit vivre et se mouvoir (?) parmi ses amis politiques ; il espère que les socialistes, sentant l'infamie de leur situation, se mettront à étudier Proudhon. Mais les socialistes difficiles pourraient lui demander pourquoi il ne fait pas de sa revue un organe proudhonien ; je crois qu'il n'a autour de lui aucune personne qui soit capable d'écrire avec une certaine autorité sur Proudhon. En se tenant en dehors du cercle d'idées dans lequel se mouvait Proudhon, ne contribue-t-il pas à démontrer que Proudhon est devenu étranger au socialisme actuel ? Il est très important d'observer, dès qu'on commence à lire Proudhon, que son œuvre est délaissée par les socialistes ; il appartient désormais à tout le monde et il a le droit d'entrer triomphalement dans la littérature française. Toutes les objurgations de Lagardelle ne peuvent rien contre le fait historique : le mouvement historique qui a pratiquement exclu Proudhon du socialisme montre mieux que toutes les dissertations scolaires, que les parties qui furent jadis si acclamées par les socialistes ne sont pas les parties durables de son œuvre. C'est en dehors de ce qui se rattache très directement au socialisme qu'il faut donc chercher les doctrines qui assureront à Proudhon une place éternelle dans notre pensée. Les sophismes au moyen desquels on essaiera (à la suite de Bouglé et C<sup>ie</sup>) de reprendre Proudhon ne sont d'aucune valeur, parce que le mouvement historique a établi, très clairement et irréfutablement, que Proudhon est étranger aux idées qui sont fondamentales dans la démocratie avancée. Les philosophes ne se rendent pas toujours compte de la force de l'argument tiré du mouvement historique. Au moyen d'abstractions scolaires, on peut tout démontrer. L'histoire fait la séparation réelle des choses hétérogènes. Il serait curieux de relever les opinions que démocrates et socialistes émettaient sur Proudhon à une époque où, ne se sentant pas menacés, ils ne cherchaient pas à annexer à leur parti la gloire du grand écrivain de Besançon.

M. MAXIME LEROY. — La belle lettre de notre éminent correspondant clôt la discussion, que ne sauraient rouvrir les mornes plaintes d'un écrivain très naïf, M. Maxime Leroy, dont nous ne reproduisons la protestation funéraire que pour amuser nos lecteurs. M. Maxime Leroy a écrit, dans la *Grande Revue*



du 10 avril, sur « le retour à Proudhon », et après avoir énuméré, à côté de quelques noms d'importance, les patronymes obscurs de dix ou douze fabricants de thèses qui ont écrit, eux aussi, « sur » Proudhon, il s'est étonné que Proudhon inspire « le demi-quarteron de néo-royalistes que dirige l'écrivain et politicien (?) connu, M. Charles Maurras ». On conçoit aisément qu'un homme qui fait partie d'une ligue aussi nombreuse que la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen puisse parler sur ce ton de dédain forcé de la Ligue d'Action Française. Il est peut-être vrai que la Ligue des Droits de l'Homme compte plus de membres que l'Action Française; mais nul ne contestera que la ligue à laquelle appartient M. Maxime Leroy « infiniment moins d'importance, dans la vie publique, que « le demi-quarteron de néo-royalistes » où les membres actifs du Cercle Proudhon qui font partie de l'Action Française font déjà un double quarteron. Mais on ne peut demander à un rat de bibliothèque de savoir ce qui se passe dans les ateliers français, qu'il ignore, ni dans la rue, où il ne descend que pour aller chez les marchands de papier.

Il faut dire aussi que ce pauvre M. Leroy appartient à la race des lièvres bourgeois. C'est un bourgeois qui croit à la Révolution sociale et qui la redoute, ou qui craint au moins la violence ouvrière, et qui cherche la protection de ceux dont la force l'effraie, non sans tenter d'ailleurs de la diminuer et de la ramener doucement sous la direction du parti intellectuel. Si vous voulez vous en convaincre, lisez ce morceau, où je vous recommande l'incidente sur le fléchissement des grèves et, par ailleurs, le portrait « effrayant » de Proudhon :

On concevra combien sont illégitimes les sympathies des royalistes et de certains radicaux, nos superficiels contemporains, qui ne retiennent de Proudhon que des points de vue épisodiques, en se refusant à rien garder de ses rudes sympathies pour la classe ouvrière, tout en rejetant le principe d'égalité mortel à tout gouvernementalisme, régalien ou démocratique.

En réalité, Proudhon ne devrait être revendiqué légitimement que par les syndicalistes, qui d'ailleurs l'ignorent assez communément. Sans doute fut-il adversaire des grèves et de la violence, mais cela

n'importe pas. Le souffle de l'œuvre proudhonienne est syndicaliste, je veux dire égalitaire. Or, le syndicalisme révolutionnaire est une philosophie politique de l'égalité. C'est une transformation totale que souhaite l'auteur de la *Création de l'ordre dans l'humanité* et de la *Capacité des classes ouvrières*. Les moyens d'action ont leur valeur dans la doctrine de Proudhon, certes, mais en proscrivant les grèves. Proudhon était de son temps, et c'est avec les circonstances et les idées de son temps qu'il faut le confronter. L'idée de faire des grèves un moyen normal de lutte contre le patron et l'État est assez récente et, à certains symptômes, on pourrait même se demander si elle ne fléchit pas un peu dans les milieux syndicalistes révolutionnaires qui l'ont mise en honneur.

De son temps, on ne se méprit pas sur le vrai caractère de Proudhon, qui fut universellement considéré comme un socialiste, un adversaire de l'État et du capitalisme, le théoricien de l'anarchie et du fédéralisme, une sorte de déicide et de régicide. Ne l'édulcorons pas. Il épouvanta le vieux monde : qu'il reste effrayant ; comprenons-le comme il a voulu être compris et comme il fut compris. Sous prétexte d'analyse, ne l'arrachons pas à ceux à qui il tient par ses origines, par sa volonté, par sa vie, par toutes les curiosités de son vaste esprit, par ses ambitions avouées, par son action, par ses sympathies les plus intimes. Il est plébéen. Laissons aux sophistes des partis de conservation et de réaction le plaisir malsain d'infliger à ce grand homme héroïque, qui fut passionné d'égalité, à ce plébéen de génie je ne sais quelles palinodies malséantes et sacrilèges. Étudions Proudhon avec l'esprit de son temps, le sien. Toute autre attitude est injuste, immorale et inintelligente. J'avoue que le « Cercle Proudhon » fondé par l'*Action française* me répugne affreusement. C'est une violation de sépulture...

Non, monsieur Maxime Leroy, c'est une exhumation. C'est vous et vos pareils qui aviez enterré Proudhon, et tous nos lecteurs savent maintenant pourquoi vous étiez assis sur sa tombe, avec la terreur qu'il ne sortît. Vous l'avez dit : il épouvante le vieux monde. Ce vieux monde, c'est le vôtre.

M. HENRI DAGAN. — Ne nous attardons pas avec ces croque-morts. Nous allons rencontrer des gens spirituels. M. Henri Dagan, qui dirige la *Démocratie sociale*, a présenté le Cercle Proudhon à ses lecteurs. Il a reproduit notre première déclaration en y cherchant, sans la découvrir, la part que les « syndica-

listes-démocrates » avaient pris à la rédaction de ce document et a attribué aux royalistes ce qui appartenait aux syndicalistes et à ceux-ci ce qui appartenait à ceux-là. Ce n'est pas en ceci qu'il s'est montré spirituel. Il y a certainement plus de finesse dans ce raisonnement :

Il est évident que ces messieurs ont voulu faire de Proudhon un centre de ralliement politique où les royalistes, et ceux qui ont des aptitudes à le devenir, pourraient se rencontrer amicalement, se mettre d'accord sur certains points, unir au besoin leurs haines communes, en attendant mieux.

C'est possible. Disons mieux : c'est certain. Mais ce n'est pas tout. N'est-il pas probable que nous avons voulu créer, également, un centre de ralliement où ceux qui n'avaient aucune aptitude à devenir syndicalistes, ou simplement à reconnaître le syndicalisme, pourraient se rencontrer avec ceux qui le sont, et unir les amitiés communes, qui sont françaises, sans attendre le mieux ou le pire ? Nous aurons l'occasion d'en parler tout à l'heure.

M. Dagan nous accorde que, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, le régime démocratique est une erreur et une absurdité. Et il ajoute :

Nous avons déjà remarqué, en lisant le journal *l'Action française*, que nous n'étions pas toujours en désaccord théorique. Nous n'allons pas vers le même but, certes, mais nous nous rencontrons à certains carrefours. Si le Cercle Proudhon se trouve à l'un de ces carrefours, il pourra nous arriver de faire un petit signe de la main — en attendant pis !

Croyez bien, mon cher confrère, que vous ne nous trouverez jamais en reste de politesse, dans un sens ou dans l'autre. Et soyez assuré que nous n'oublierons jamais de rectifier vos erreurs, même celles que vous commettrez un peu volontairement, comme vous l'avez fait dans votre journal, le 5 mai 1912, en résumant les conférences que Lagrange et votre serviteur nous avons faites au Cercle Proudhon le 1<sup>er</sup> mai. Soyons justes : reconnaissons donc que vous l'avez été pour Lagrange. Mais pourquoi diable avez-vous escamoté l'essentiel de la conférence sur la noblesse ? Vous dites que l'on n'invitait les « aris-

tocrates » qu'à remplir des devoirs très doux : ceux d'officiers, d'ambassadeurs, de diplomates, de conseillers et de secrétaires d'État, etc.

Premièrement, je ne vois pas très bien en quoi sont *très doux* les devoirs d'officiers, et il peut arriver, comme à Rastadt, que les devoirs d'ambassadeurs comportent quelques risques, tout ainsi que ceux de secrétaires d'État (pensez au grand Canovas del Castillo). Mais n'ai-je parlé que de ces devoirs ? L'appel que je faisais, que nous faisons, ce soir-là, à nos ducs et à nos barons ne tendait-il pas à les prier de reprendre leurs épées pour chasser de nos terres les brigands de la finance qui pillent notre épargne ? « Dommage, dites-vous, que le conférencier n'ait pas fait allusion aux mariages des aristocrates décavés avec les Américaines ou les Juives millionnaires. » J'ai un vif désir de vous faire, mon cher confrère, la réponse que Vaugeois fit au président Ausset et qui lui valut cinq jours de prison. Mais je vous rappellerai simplement que nous avons fait mieux, si je ne m'abuse, puisque nous nous sommes unis, « aristocrates » et peuple, contre les gens du monde qui ont lié partie avec les Juifs et les Financiers, et qui en vivent !

Nous ne manquerons pas désormais d'inviter M. Dagan à toutes nos conférences et nous lui réserverons toujours une bonne place, non loin du conférencier, afin qu'il ne perde rien des discours.

M. GEORGES GUY-GRAND. — Voici notre vieille connaissance, M. Georges Guy-Grand, qui écrit toujours aux *Annales de la Jeunesse laïque*. M. Guy-Grand, moins perspicace, parce qu'il n'est point haineux, que l'éminent démocrate-chrétien dont parle Marans dans sa lettre, ne pouvait croire que les syndicalistes et les nationalistes français finiraient par se joindre. On sait que M. Guy-Grand a écrit tout un livre, *le Procès de la Démocratie* (chez Colin), pour démontrer qu'une telle jonction était impossible, et aussi pour travailler à l'empêcher, pour le cas où elle serait possible. Là-dessus, nous avons fondé le Cercle Proudhon. Il paraît que cela détruit quelques combinaisons rationalistes. C'est du moins ce qu'écrit M. Guy-Grand aux *Annales*

Je me suis efforcé de montrer que cette utilisation (du syndicalisme antidémocratique par le nationalisme) à prendre les deux doctrines dans leurs tendances profondes et dans leurs fins est un scandale pour la raison. Je le pense toujours. Mais il ne sied pas d'être plus royaliste que le roi. La jonction, sinon des troupes et des propagandistes, au moins des théoriciens antidémocrates, est aujourd'hui chose faite. Il n'y a qu'à en prendre acte. La raison ne règle pas plus les affinités sociales que l'amour.

Evidemment, c'est très triste. Cette jonction est-elle conforme aux doctrines rationalistes? Assurément non. Est-elle rationnelle? Tout paraît l'indiquer. Est-elle raisonnable? On n'en saurait douter, et nous mettrons tout à l'heure sous les yeux de M. Guy-Grand un bref document que nous a remis un de nos nouveaux amis, M. Maurice Mayrel, qui fit longtemps partie du Parti Socialiste Unifié, et qui lui fera comprendre merveilleusement (avec une rigueur quasi mathématique) comment ceux qui s'opposent à l'État peuvent joindre ceux qui veulent restaurer l'État.

M. MARC SANGNIER. — Il faut, enfin, dire un mot de cet extraordinaire faux bonhomme qu'est M. Marc Sangnier qui nous accuse dans son journal (30 mars) de ne pas cacher notre admiration pour « Proudhon, dont la devise : *Ni Dieu, ni Maître*, est restée célèbre ». Fausse-t-il sciemment la vérité? ou ignore-t-il que cette devise est celle de Blanqui? L'une et l'autre hypothèse sont possibles. Laissons ce malheureux. J'ai hâte de remercier les journaux qui ont annoncé l'apparition de nos *Cahiers* et l'ont fait avec courtoisie.

Naturellement, en première ligne, l'*Action française*, qui, à elle seule, a fait plus d'honneur au Cercle et à ses *Cahiers* que tous les journaux de Paris et de province réunis. Car, après les cris de colère que les démocrates ont laissé échapper, on a fait le silence. Mais quelques journaux ont fait exception, et nous tenons à les en remercier : ainsi, l'*Œuvre*, par la plume de Gohier, la *Picardie*, l'*Intransigeant*, *Gil Blas*, la *Bataille syndicaliste*, *Paris-Journal*, le *Coup de Fouet*.

QUELQUES LÉGENDES. — Passons maintenant aux légendes :

nous en laissons quelques-unes dans l'ombre qui leur convient. Mais il en est une que nous devons détruire : c'est celle qui est allée échouer sur les bas-fonds de la *Revue de Métaphysique et de Morale*, où le secrétaire de la rédaction l'a recueillie avec une bienveillance excessive. Elle concerne l'histoire du Cercle. C'est une fable absurde, que nous ne reproduirons pas. Mais pour éviter qu'elle prenne corps, nous rappellerons encore, bien qu'il nous en coûte de donner à ces faits une importance qu'ils n'ont pas, l'exacte histoire de la fondation du Cercle : En Mars 1911, Henri Lagrange me dit l'extrême utilité que présenterait un Cercle d'études où les nationalistes poursuivraient selon leurs méthodes l'étude de l'économie : Lagrange développa le projet qu'il avait fait et nous cherchâmes ensemble les noms de ceux de nos amis que nous pourrions prier de se joindre à nous. Restait à donner un nom au Cercle. Je proposai celui de Proudhon. Voilà, très exactement, l'origine du Cercle. Il s'agissait d'un Cercle fondé par des nationalistes et pour des nationalistes. Au cours de l'été 1911, l'idée première se transforma, et le Cercle devint commun aux nationalistes et aux anti-démocrates, dits « de gauche ». Ce qui suivit est connu par ce que nous avons publié.

D'autres légendes ont circulé, mais dans les salons conservateurs. Il en est qui sont trop misérables pour que nous songions à nous en occuper ici. Mais nous en connaissons une qui est d'un joyeux comique : nous avons été accusés de faire de l'anticapitalisme avec l'argent des capitalistes, dont on a donné les noms. Fort heureusement lesdits capitalistes n'étaient même pas nos abonnés, ce qui simplifiait la réponse que nous pouvions faire à ces histoires. Avouons que nous n'avons pas été fâchés d'entendre ce bruit, qui nous faisait quelque honneur. Ce ne serait pas si sot que de faire de l'anticapitalisme, au sens strict où on l'entendait, avec l'argent des capitalistes, et j'avoue, pour ma part, que je trouverais cette combinaison plus honorable que celle qui consiste à soutenir le capitalisme, sous l'apparence du socialisme, avec les souscriptions des prolétaires. Mais la question n'est pas là. Ce bruit tendancieux veut créer une équivoque que nous ne voulons pas laisser subsister. Cela

nous permettra de préciser encore la position où nous voulons nous tenir dans les études que nous poursuivrons au Cercle Proudhon.

NOTRE POSITION. — Veut-on dire de nous que nous sommes anticapitalistes, en vue de nier le rôle du capitalisme dans la production et de tirer toutes les conséquences que cette négation comporterait ? C'est proprement idiot, et nous avons presque honte d'être obligés de rectifier une telle sottise, mais j'aurai plaisir, personnellement, à rappeler que j'ai fait, dans l'ouvrage que cite Marans dans sa lettre, une apologie du capitaliste telle qu'aucun défenseur du capitalisme n'a osé le faire jusqu'ici. Mais veut-on dire que nous sommes politiquement anticapitalistes ? Alors, on dit strictement la vérité. Oui, nous sommes résolument opposés au capitalisme politique. Par syndicalisme, par nationalisme, par catholicisme nous sommes opposés à la domination de l'or, à la ploutocratie, qu'elle soit nationale ou internationale, qu'elle règne sous son nom propre ou sous le couvert de la république ou de la monarchie. Mais ceci n'est pas nouveau dans les positions politiques déterminées depuis vingt ans. Cette opposition au régime de l'or, qui donc l'a affirmée avec plus de force que Maurras, au nom de la contre-révolution, dans ce livre dont nous répétons encore qu'il est le plus beau livre du siècle, *l'Avenir de l'intelligence* ? A quoi tend le mouvement de l'Action française, si ce n'est à arracher le pouvoir politique à l'Or pour le rendre au Sang ? Veut-on dire, enfin, que nous sommes anticapitalistes dans l'économie ? Il nous faut dire encore que c'est parfaitement exact. Poursuivant, dans l'économie privée, l'application de principes qui doivent régir la politique, c'est-à-dire, en somme, l'économie générale, nous nous opposons à la domination capitaliste dans l'économie. Ce n'est pas seulement le pouvoir de l'État, la domination d'une nation qui doit être arrachée à l'Or, c'est encore, si l'on veut la santé de toute la nation, c'est encore les pouvoirs particuliers qui existent dans l'État. Le capitalisme s'est révélé un des plus grands moyens de production qui existent au monde s'il est contenu dans ses limites (ce que nous avons désigné : l'écono-

mie financière des entreprises); mais il est le plus grand facteur de destruction des nations qui le laissent sans frein<sup>1</sup>. Il ne vaut pas pour déterminer les rapports des hommes entre eux, à l'intérieur d'une nation. Nous jugerions mauvais un régime politique monarchique qui, ayant éliminé la ploutocratie politique, laisserait subsister une ploutocratie économique. Ce n'est pas seulement pour des raisons politiques que la France doit être « hérissée de libertés », c'est pour des raisons économiques. Le salut national l'exige. Dans ces limites, il est clair que nous sommes opposés au capitalisme. Cette position est commune, au Cercle, aux « capitalistes » et à ceux qui ne le sont pas.

1. Je reproduis ici une définition que j'ai donnée à la suite de mon rapport au Congrès d'Action Française de 1912; l'un de nous reviendra prochainement sur cette question :

« On désigne ici sous le nom de *régime capitaliste* l'extension des principes capitalistes de l'économie financière des entreprises : 1° à l'économie humaine de la production (c'est-à-dire à l'organisation du travail dans l'atelier et aux rapports entre chefs d'industrie et travailleurs); 2° à l'économie nationale (c'est-à-dire à l'exploitation des ressources du sol et aux échanges avec les nations étrangères); 3° à l'organisation politique de la nation. On conçoit que les principes capitalistes de l'économie financière des entreprises industrielles et commerciales, qui sont nécessaires lorsqu'ils sont appliqués à leur objet propre, sont funestes à tout groupement humain lorsqu'ils sont appliqués hors de leur domaine. Dans ce dernier cas, étant donné qu'ils ont été établis uniquement en vue d'assurer aux capitaux le plus haut rendement possible, les chefs d'entreprises sont amenés, autant par la force de ces principes que par leur égoïsme naturel (heureux dans d'autres conditions) à détruire toutes les institutions qui limitent, en vue d'un intérêt supérieur qui est l'intérêt national, les possibilités immédiates du rendement des capitaux et de l'exploitation du sol. Ainsi la vie religieuse est diminuée, la vie ouvrière dégradée, la famille détruite, l'ouvrier étranger appelé dans le pays, les richesses naturelles sont exploitées sans mesure, les institutions politiques transformées en organe de coercition pour augmenter le rendement abusif des capitaux. En toutes choses, l'intérêt national est gravement compromis. La démocratie est le seul régime qui crée les conditions politiques permettant cette domination du régime capitaliste. Les spéculateurs tendront donc naturellement à la favoriser. Mais on observe que les capitalistes d'une nation donnée, formés par une longue hérédité aux disciplines nationales, résistent en général à leur propre entraînement, même dans une démocratie absolue. Ils se trouvent ainsi dans un état d'infériorité vis-à-vis des capitalistes étrangers et particulièrement des capitalistes juifs, lesquels, sans aucun lien avec la vie nationale, n'ont aucun scrupule à appliquer partout les seuls principes capitalistes. Ainsi, par toutes les voies, le régime capitaliste, tel que nous l'avons défini, s'oppose à l'intérêt national. »



Elle n'est pas déterminée par un intérêt de classe, mais par le souci de l'intérêt national. En tout cas, voilà une des principales raisons d'être du Cercle Proudhon : *préparer, entretenir, développer un état d'esprit qui fasse naître, ou fasse reconnaître, ou fortifie les institutions qui, dans l'économie, devront défendre le sang français contre l'or, même contre l'or français.*

POURQUOI LE CERCLE PROUDHON A ÉTÉ FONDÉ. — On comprendra que, dans ces conditions, le Cercle Proudhon ait été fondé en vue de l'avenir. Dès que, dans nos conversations, dans nos premières réunions, a été précisée la tâche que nous nous assignions, nous avons vu clairement que notre tâche était toute de préparation. Expliquons-nous; quoi que nous fussions, syndicalistes, républicains fédéralistes ou nationalistes, nous avons été tous d'accord pour reconnaître qu'il n'y a absolument rien à organiser de durable dans le régime politique actuel. Il faudrait être fou à lier pour croire que l'on pourra se syndiquer, se fédérer et demeurer indépendant ou même vivre avec quelque force dans la plouto-démocratie où nous sommes. Tout ce qui peut exister, c'est, dans chaque corps, dans chaque région, une petite phalange héroïque qui prépare l'avenir et batte en brèche les agents de l'État démocratique. Tout ce que l'on peut faire, dans l'économie, c'est répandre le désir d'association, c'est fournir de raisons, d'arguments, de documents, de lumières, de passions les phalanges qui luttent sur tous les points du territoire; les appeler à se reconnaître; travailler à faire cesser certains antagonismes artificiellement créés par la démocratie. Ce travail fait, au jour de la solution politique (royale pour ceux d'entre nous qui sont d'Action française, et pour les autres, — qui d'ailleurs nous laisseront libres), le pays se « hérisse de libertés », et nous reprenons notre place pour continuer nos luttes, non plus cette fois en fonction du salut national, mais en fonction du salut de nos corps particuliers.

SUJETS, NON PARTISANS. — Ceci demande, je crois, quelques

éclaircissements. Vous vous souvenez peut-être que nous avons repris, en y ajoutant quelque chose, le cri des Canuts lyonnais : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » — en combattant soit pour la défense de nos libertés, soit pour la défense du Roi, notre Sire. Cela veut dire très clairement que nous ne nous concevons pas comme serviteurs du Prince, mais comme ses sujets. Nationalistes intégraux, nous voulons le Roi, parce que, Français, pères de famille, chefs d'industrie, syndicalistes, communalistes, régionalistes, nous voyons, clair comme le jour, que nous ne pouvons, sans lui, rien tenter de définitif pour nos provinces, nos villes, nos syndicats, nos industries, nos familles, notre pays. Nous le voulons par un formidable égoïsme. Nous sommes donc obligés de dire que nous ne le désirons pas par amour pour lui. J'ajoute, pour être vrai, que, par un de ces retours du cœur que la raison ne comprend pas toujours, mais qu'une raison supérieure expliquerait pleinement, nous l'aimons. Oui, nous l'aimons simplement, fortement, sans critique, sans réserve. Je vous prie de croire que ce n'est pas chez nous que vous entendrez ces critiques qui circulaient autrefois, nous a-t-on dit, chez ceux qui ont été nommés les paléoroyalistes. Et avec cet amour au cœur, nous pourrions dire à notre Roi, si nous le voyions : « Sire, nous sommes prêts à nous faire tuer pour Vous. Mais nous ne sommes ni Vos serviteurs, ni Vos partisans. »

Nous avons parfois grand'peine à nous faire comprendre lorsque nous expliquons ces vues et ces sentiments. Notre ami Mayrel, lorsqu'il est venu parmi nous, en nous déclarant qu'il n'était pas royaliste, nous a trouvés fort singuliers. Après quelques conversations, il nous a expliqué lui-même notre position, telle qu'elle lui apparaissait; après quoi nous avons fait alliance.

Voici ses définitions, qui s'appliquent tant à nos devoirs généraux de ligueurs d'Action Française qu'à nos conceptions particulières du sujet ou citoyen, et qui nous paraissent excellentes.

*Trois propositions :*

I. — Le Roi apporte une triple garantie : 1° il assure la défense

nationale, la police générale, l'exercice régulier de la politique extérieure, et les peut seul assurer; 2° il assure contre la ploutocratie l'indépendance de l'État, et la peut seul assurer; 3° il assure l'instauration et la durée des républiques régionales, syndicales, communales, etc., et les peut seul assurer<sup>1</sup>.

II. Mais là, cette affirmation s'arrête<sup>2</sup>: 1° le ligueur d'*Action française*, en tant que ligueur d'*Action française*, s'abstient de juger les organisations professionnelles, etc., leur *tactique*, leur *avenir*: l'*Action française* pose, par exemple, l'autonomie des associations ouvrières; il n'appartient à aucun ligueur, en tant que ligueur, de faire la critique du plus pur syndicalisme révolutionnaire; la critique faite par Valois de « l'atelier libre » était évidemment fâcheuse; 2° hors de la ligue qui n'a qu'un objet : instaurer le Roi pour les trois raisons énoncées plus haut, chaque ligueur va reprendre sa place, selon sa qualité, dans la lutte ouvrière ou au syndicat patronal, dans la région ou dans la commune<sup>3</sup>.

III. 1° Le maintien de leurs libertés, les républiques, très armées, sauraient l'exiger, au besoin, même, contre l'État royal : il serait normal — et tout à fait à l'exemple de l'ancien régime — qu'elles aient à maintenir l'État royal dans ses limites, encore que la monarchie, de tous les régimes, s'affirme le mieux placé pour respecter les libertés réelles et les autonomies; 2° que si, à de certains moments, les républiques faisaient du désordre, l'État royal aurait évidemment le désir d'intervenir, les associations de le repousser : *l'État tend toujours à sortir de ses limites, les républiques tendent toujours à faire ces limites, non seulement de plus en plus précises, mais de plus en plus étroites*; c'est cet antagonisme nécessaire qui, toujours, fit l'équilibre.

IV. On vous demande « si l'armée, en monarchie, interviendrait dans les grèves violentes » : question qui n'a point de sens ! L'État

1. 1° la démocratie ne peut décentraliser; 2° on critique le fédéralisme absolu.

2. Une recherche, cependant, s'impose : la recherche de la *fonction nationale* de chacune des classes, de chacun des organismes particuliers, par l'observation des *réalités présentes*.

3. L'argument qu'on a tiré de l'existence de royalistes qui sont des capitalistes ne saurait donc avoir aucune valeur.

est l'État et, l'ordre troublé, son rôle est de le rétablir<sup>1</sup>; mais s'il est, pour elles, des violences nécessaires, les républiques ouvrières passeront, de tout leur possible, par-dessus la volonté de l'État royal et s'opposeront à lui de toutes leurs forces : l'équilibre, faut-il le répéter, vient de l'antagonisme.

Les propositions de Mayrel ont une rigueur systématique que la vie peut considérablement adoucir. Mais telles qu'elles sont, nous voyons beaucoup de bonnes raisons pour les adopter. Rien ne nous paraît plus propre à faire comprendre que nous concevons parfaitement que le Roi pourrait être amené à nous faire pendre, et que l'opération contraire nous paraît une imagination absolument intolérable. Si vous voulez bien y réfléchir une minute, vous vous apercevrez que cela sert parfaitement l'intérêt de la monarchie et le nôtre. Nous pouvons maintenant vous informer des résultats qu'ont eues des conversations et des correspondances engagées sur ce ton : Maurice Mayrel nous a déclaré qu'il n'est plus républicain, et Albert Vincent, qui représentait parmi nous les républicains fédéralistes, est devenu royaliste.

LA TERREUR RÉACTIONNAIRE. — On pourra nous dire que les vues que nous venons d'exposer sentent un peu l'émeute. Ce n'est pas impossible. Mais soyons sérieux. Je m'adresse un instant à ceux de nos lecteurs qui sont uniquement dévoués à la monarchie, et je les supplie de penser, avec l'auteur de la lettre que je vais reproduire, à certaines possibilités d'actes dont la monarchie ne serait nullement responsable, mais dont elle souffrirait. Voici. Un de nos meilleurs amis nous écrit :

Ce qui empêche, ce qui empêchera beaucoup d'instituteurs d'aller à la monarchie, c'est la crainte d'une *terreur réactionnaire* qui suivrait le rétablissement du roi.

Vous me disiez de n'avoir pas peur à cet égard. Les faits vous donnent tort. Tout récemment, dans les Landes ou le Gers, une municipalité réactionnaire a refusé de loger l'institutrice et l'instituteur nouvellement nommés. Aucun hôtelier n'a voulu les loger. Les pauvres gens ont couché sous le préau de l'école. Brisée d'émotion.

<sup>1</sup> L'armée, du moins, sous le Roi, ne sert plus la ploutocratie, mais l'ordre national.

l'institutrice a accouché dans la nuit et son enfant est mort. Plus récemment encore, dans la Lozère (fief du baron Pion), on a saccagé le jardin de l'institutrice, M<sup>me</sup> Benoit. Elle restait stoïque. Alors, on a incendié sa maison, la nuit. La malheureuse a failli être brûlée vive. Jamais municipalité républicaine n'a rien fait de tel.

Dois-je ajouter que cette crainte d'une terreur réactionnaire (qui serait d'ailleurs le fait des pires ennemis actuels de la monarchie) est une des grandes préoccupations de notre ami ? Nous lui avons déjà répondu en le priant, non de chasser cette crainte, qui n'est peut-être pas très justifiée (car enfin la police du Roi servira, en même temps qu'à châtier les hauts coupables, à empêcher les absurdes et injustes représailles), mais d'être assuré que, si les faits lui donnaient raison, après la restauration, nous irions l'aider, nous et tous nos amis, à empêcher ces inutiles folies. Nous en avons pris l'engagement. Nous le tiendrons. Je demande s'il est inutile, dans l'intérêt même de la monarchie, de la paix civile, de prévoir ces difficultés et de se préparer à les résoudre, même au prix de quelque gêne pour nos personnes. Pensons-y très sérieusement, et travaillons dès maintenant à les rendre impossibles.

LE VERTUISME. — Il nous faut revenir aux légendes qui courent sur notre Cercle. En voici une qui vient de ce que l'on pourrait appeler l'extrême marche littéraire du nationalisme. Il paraît que nous avons quelques tendances vertuistes. C'est bien la dernière accusation que nous attendions, car « nous ne sommes pas des gens moraux », et nous ne désirons pas le devenir. Mais nous ne nous désintéressons pas de certaines questions qui sont évidemment liées à la moralité. Pour ceux d'entre nous qui sont catholiques, la solution ne s'obtient pas par un moralisme quelconque ; il y a longtemps qu'elle a été donnée sans le secours d'impératifs qui sont d'ailleurs toujours impuissants. Pour les autres, la solution leur est fournie par l'intérêt national. Sur une question aussi grave et aussi importante que celle de la dépopulation, les deux solutions ne peuvent que s'accorder étroitement. Et que, précisément en considérant ce problème, du point de vue catholique ou du point de vue

national, on soit amené à condamner certaines formes de la vie contemporaine, rien de plus normal et de plus salubre. Il n'y aura là nulle trace de moralisme ni de vertuisme. Il s'agira simplement d'éviter le ridicule. Je conseille à ceux qui veulent connaître la mesure du ridicule en ces matières de lire le petit livre de M. Pareto sur *le Vertuisme*. Page 179, ils y liront :

Cromwell, émaillant de citations bibliques les discours qu'il adresse à son armée, chez laquelle règne le fanatisme religieux, est un grand meneur d'hommes. M. Luzzatti, citant l'Évangile à une majorité dont le défaut principal est loin d'être un excès d'idéalisme et de vertu, fait simplement sourire...

Le 1<sup>er</sup> mai 1910, la *Landsgemeinde* d'Uri repousse la proposition de laisser danser une fois par an, dans chaque village, et de permettre aux étrangers de danser dans les hôtels, et un grand nombre de personnes ne virent en cela rien de ridicule. Pourquoi cette différence d'appréciation ? La réponse est bien simple. La défense de danser à Uri n'est qu'une manifestation du caractère simple, sérieux, patriarcal de ce petit peuple, caractère hautement respectable et qui, par là même, enlève tout ridicule à cette manifestation.

Appliquez la même règle aux individus, et vous saurez où commence le ridicule dans cet ordre. Enfin, on fera bien de ne pas oublier qu'il s'agit pour nous de refaire, non seulement l'État, mais un peuple. Du point de vue de l'État, ce qui s'oppose à la reconstitution du peuple français est nécessairement prohibé. Cela ne nous amènera pas à faire des prêches moraux. Cela nous amène seulement à favoriser les institutions et les sentiments qui servent la santé nationale. Si vous êtes, si nous sommes néanmoins de grands pécheurs, c'est une autre question que nous ne résoudrons pas ici. Si vous vous trouvez parfois, ou souvent, sur ce chemin où, selon le scholiaste, Caton rencontra trop souvent un excellent jeune homme <sup>1</sup>, ce n'est certes pas à nous qu'il appartiendra de vous louer ni de vous blâmer. Mais ne refaites pas la préface d'*Aphrodite*. Ne faites pas une doctrine de vos promenades nocturnes. Et surtout, si vous venez au nationalisme ou au syndicalisme, laissez votre immoralisme au

1. Cf. Pareto, *Op. laud*, p. 169.

vestiaire. Ne prenez pas le manteau sucré de l'*Élève Gilles*. Mais laissez à Jérôme Coignard son habit taché de vin et de... Et enfin représentez-vous qu'il est peu séant de passer la tête dans le nationalisme, et de laisser ses mains, son estomac et le reste dans le système moral qui est lié à l'antinationalisme.

INCONVÉNIENTS ET AVANTAGES D'UNE LIBERTÉ PROVISOIRE. — Enfin, il nous reste à enregistrer un dernier bruit, où nous avons trouvé une critique peu fondée. On s'est étonné et presque scandalisé de voir louer dans nos *Cahiers* un écrivain dont nous taisons le nom ici, car son nom n'importe pas dans l'affaire. Un de nos excellents amis a failli faire une protestation publique. Il ne s'agit pas pour moi, aujourd'hui, de lui dire si l'un de nous ou plusieurs d'entre nous pensent qu'il avait tort ou raison en ce qui concerne l'écrivain que nous ne nommons pas. Mais nous devons rappeler, pour notre ami, et pour tous nos amis, que nous nous sommes donné au Cercle un statut qui permet à chacun de nous de s'exprimer en toute liberté. Et comme nous sommes d'origines politiques et philosophiques assez diverses, il est inévitable que des différences très sensibles apparaissent dans les études que publient les *Cahiers*. Accordons qu'un pareil statut serait parfaitement absurde dans une époque bien équilibrée. Mais présentement, on n'a encore rien trouvé de mieux pour permettre à des hommes faits pour s'entendre de confronter leurs idées et de faire des échanges intellectuels qui peuvent aboutir à une collaboration étroite. C'est, en tout cas, répétons-le, notre statut. Nous verrons, d'ici quelques années, si nous devons le reviser.

NOS TRAVAUX. — Au milieu de ces bruits et de ces rumeurs, nous avons travaillé, non sans une excellente excitation. Nous avons donné six conférences mensuelles (Galland-Valois, Darville, Maire, Lagrange, Valois, Vincent), deux réunions extraordinaires, dont la seconde fut l'admirable conférence d'Octave de Barral contre Rousseau; nous avons tenu quinze séances hebdomadaires de travail, de décembre à mai. Je serais fort embarrassé pour résumer ces travaux, et il ne m'appartient

pas de le faire seul. Nous en donnerons d'ailleurs non un résumé, mais un développement dans les ouvrages que nous publierons dans la collection du Cercle Proudhon, où nos amis trouveront, en premier lieu, les grandes pages de critique littéraire de Proudhon, que Lagrange a exhumées; l'ouvrage d'Édouard Berth, intitulé : *Marchands, intellectuels, politiques*, que nous avons demandé à l'auteur de reproduire et qui contiendra une introduction où M. Berth exposera ses vues nouvelles; un ouvrage d'Albert Vincent, sur les *Instituteurs et la démocratie*; les fortes analyses que Lagrange a commencées du rôle de la *Ploutocratie internationale*, et cinq études sur *l'État et les Classes*, du signataire des présentes notes. Mais ce que nous pouvons dire dès aujourd'hui, c'est que, au cours de nos quinze séances de travail, où vingt personnes échangèrent régulièrement et méthodiquement leurs vues, le résultat de leurs analyses, et s'enseignèrent les unes les autres, nous avons déterminé les premiers principes de jugements nouveaux sur l'économie, et qui ne sont d'ailleurs que la reconnaissance, la prise en conscience, pourrait-on dire, des principes qui ont dirigé obscurément l'économie traditionnelle de la France. Nous nous rappelons particulièrement qu'à notre dixième séance, après que, sous la direction de Jean Darville, nous eûmes reconnu, dans les divers mouvements sociaux, et particulièrement dans les mouvements socialistes, les lignes de la structure traditionnelle française (qui sont si apparentes dans l'œuvre de Proudhon), nous parvîmes à nous mettre tous d'accord pour condamner les principes de l'économie capitaliste et pour leur opposer ceux d'une économie syndicale et nationale. René de Marans nous fit ce jour-là l'historique de la domination capitaliste, nous montra les ravages qu'elle a causés dans la vie nationale, dans la vie bourgeoise, dans la vie ouvrière, dans la culture générale; Jean Darville nous fournit les raisons essentielles de l'échec des mouvements socialistes contre le régime capitaliste; Henri Lagrange nous montra la situation actuelle de ce régime constitué en ploutocratie internationale, détruisant les familles, menaçant l'existence de ces organismes complets de production



que sont les nations, et devant être finalement impuissant à conserver la civilisation; j'eus personnellement l'honneur de présenter au Cercle cette thèse que « toutes les institutions qui s'élèvent dans l'économie doivent être jugées, non selon le rendement qu'elles procurent aux capitaux, mais selon les protections qu'elles assurent au sang des nationaux ». Ces critiques et ces affirmations seront reprises et développées par chacun de nous, au cours des prochaines conférences qui seront presque toutes consacrées à l'étude et à la critique du rôle de la Finance dans le monde moderne. Mais on en voit dès aujourd'hui le principe général : *A l'économie de l'Or, où nous vivons depuis un siècle et demi, nous opposons l'économie du Sang.*

Et, nous le répétons, cette opposition ne doit pas demeurer pour nous purement intellectuelle. Nous nous regarderions, je pense, avec quelque mépris, si nos travaux ne devaient avoir d'autres résultats que de nous amener à constituer une petite ou grande école de nouveaux économistes et à enrichir de quelques ouvrages la bibliothèque du Musée funéraire de la rue Las-Cases. En vue de l'action, avons-nous dit en ouvrant nos travaux. Nous en avons donné une première preuve en dénonçant et en arrêtant net la manœuvre tentée contre le nationalisme et le syndicalisme au moment des incidents policiers provoqués par une retraite militaire devant la Bourse du Travail de Paris. Nous en avons donné une seconde le 1<sup>er</sup> mai 1912, à notre première réunion extraordinaire<sup>1</sup>, en proposant aux représentants de la noblesse française une alliance contre la ploutocratie. Remercions hautement ici ceux qui ont, ce jour-là, reconnu notre pensée profonde sous l'enveloppe un peu rude où nous la présentions. Si le comte Eugène de Lur-Saluces avait accepté la présidence d'honneur de notre réunion, si M<sup>me</sup> la marquise de Mac-Mahon assistait notre ami Octave de Barral, président effectif, c'est qu'ils reconnaissaient dans notre manifestation une affirmation de la solidarité nationale que nous voulons opposer à la solidarité capitaliste.

1. Les Salons, les Châteaux et le Peuple français. Réflexions sur le rôle de la noblesse française dans le monde moderne. Cette conférence a été publiée dans la *Revue d'Action française* du 15 mai 1912.

M. de Lur-Saluces, dans un télégramme, nous disait son regret de ne pouvoir prendre part à une manifestation « qui attestera la puissance d'un mouvement qui rapproche en ce moment tant de Français trop longtemps séparés », et, dans une lettre, applaudissait à ces paroles d'un de nos meilleurs amis : « Une aristocratie classique, c'est une aristocratie guerrière, qui a conservé l'esprit héroïque et guerrier, et chez qui la guerre et les vertus guerrières jouent le rôle que jouent le travail et les vertus ouvrières chez le peuple ». Ces deux pensées nous animaient; elles expriment nos désirs, nos espoirs, nos volontés. Oui, l'esprit héroïque et guerrier, la guerre et les vertus guerrières, le travail et les vertus ouvrières auront raison en France du règne de l'Or. L'Action française et le syndicalisme en ont déjà donné quelques éclatantes démonstrations. Il reste à porter ces démonstrations sur quelques points particulièrement intéressants de l'économie. Ce sera la suite logique de nos études, auxquelles nous donnerons leur conclusion en transformant quelques-unes de nos séances de travail en exercices d'action directe.

GEORGES VALOIS.

## ANALYSES ET CRITIQUES

### QUELQUES JUGEMENTS DE PROUDHON

*Pierre-Joseph Proudhon. Lettres inédites à Gustave Chaudey et à divers Comtois, réunies par Édouard Droz, professeur à l'Université de Besançon.*

M. Édouard Droz est un proudhonien fervent que rien de ce qui touche la mémoire du grand socialiste bisontin ne laisse indifférent. Et si l'on peut trouver que la publication qu'il vient de faire de quelques lettres inédites de Proudhon n'ajoute rien à la compréhension de l'œuvre proudhonienne, nous pouvons néanmoins glaner dans ce petit supplément à la *Correspondance* (le chef-d'œuvre de Proudhon, selon Sainte-Beuve), quelques *jugements* qui ne pourront que confirmer dans leur appréciation ceux qui pensent quel magnifique critique littéraire Proudhon eût fait, s'il se fût adonné au genre où son ami Sainte-Beuve a excellé par des mérites d'ailleurs bien différents. Voici, par exemple, sur les *Misérables* (Lettre IX, du dimanche 13 août 1861). « ... Est-ce que votre ami Ulbach n'a pas honte de prôner comme il fait les *Misérables* ? J'ai lu cela. C'est d'un bout à l'autre *faux, outré, illogique, dénué de vraisemblance, dépourvu de sensibilité et de vrai sens moral ; des vulgarités, des turpitudes, des balourdises* sur lesquelles l'auteur a étendu un style pourpre ; au total, un empoisonnement pour le public. Ces réclames monstres me donnent de la colère, et j'ai presque envie de me faire critique ». Et ceci sur Renan : « Un jour, on siffle Renan ; le lendemain, on l'accable de *vivats*. Et pourquoi ce revirement subit ? Parce que M. Renan, un peu empêtré de ses succès impériaux, a cru devoir se tirer d'affaire aux dépens de la divinité de J.-C. Pour entrer au Japon, les Hollandais étaient obligés, au siècle dernier, de marcher sur le crucifix. L'action leur paraissait indifférente : ils étaient protestants !.. M. Renan a agi de même : je vous déclare que cet homme est pour moi jugé. Ne me parlez pas de ce mielleux renégat ; Renan, sans fortune, a profité pendant sept ans du haut enseignement cléricale ; sept ans, il a porté l'habit ecclésiastique, mangeant le pain de l'Église, édifiant ses supérieurs par sa piété ; puis, tout à coup, après avoir reçu les ordres mineurs, se sentant assez fort, il plante là l'Église et vous voyez ce qu'il est devenu ! En 48 et 49, il a écrit dans la *Liberté de penser*, déclamant contre l'abaissement des caractères, puis, il a passé à la *Revue des Deux-Mondes*, puis aux *Débats*. Il a reçu de l'Empereur une mission

scientifique qui lui a valu, tous frais payés, 25.000 francs; il est décoré de la Légion d'honneur; il a obtenu, sur sa demande, la chaire d'hébreu; après avoir vu sa popularité ébranlée, il l'a raffermie par une profession d'athéisme faite à propos; son cours est donc suspendu : qui se soucie de son hébreu? Mais il est célèbre, riche, en faveur auprès de la démocratie comme auprès du pouvoir ».

Ce qu'il y a de piquant, c'est que ces fragments où les idoles de notre démocratie laïque et anticléricale sont si sévèrement jugées et si bien déshabillées, avaient été supprimés de la *Correspondance* : M. Droz nous les donne, grâces lui soient rendues! Nous savions déjà d'ailleurs comment Proudhon appréciait Renan; il n'y a qu'à lire, dans *Jésus et les Origines du Christianisme*, les lignes suivantes, non moins suggestives : « Quant aux hommes de l'école de M. Renan, qui basouent la croyance et insultent à l'esprit révolutionnaire, ils sont *nos ennemis à tous*. Leur idéalisme n'est que corruption; c'est la mort du droit, comme de la piété; c'est le mépris de toute chose divine et humaine, érigé en dogme; l'égoïsme, empoisonneur obscène et lâche, qui souille de son venin tout ce que les hommes respectent, soit à titre de vérité et de droit, soit à titre d'inspiration et de foi. Dieu et les hommes, la religion et la justice, le Christ et la Révolution, sont également outragés dans ce livre, et ce sera l'éternel opprobre que la fortune dont il a joui » (p. 96-97).

Que la démocratie anticléricale aille donc, après cela, revendiquer Proudhon pour un des siens : je le conseille vivement à M. Bouglé. Et voici, pour nos autres maîtres du jour, alliés de nos laïques dans leur démolition du patrimoine français : « Qui défend les majorats littéraires? Un démocrate, M. Pelletan, un martyr. — Qui soutient la cause du libre-échange? M. Dollfus, le propriétaire du *Temps* et le *Siècle*, et la *Presse* et *tutti quanti*. Est-ce que vous supposez vraiment que MM. Dollfus et Pelletan me sont plus sympathiques que les Paradol et les Allary? Le Juif et l'Anglais sont les maîtres en France : qui s'en émeut? personne. Si un homme avisé osait dire un mot contre les Juifs, on crierait que c'est un attardé du Moyen-Age, un vieux superstitieux ». Proudhon antisémite? Eh, bonnes gens, lisez encore ceci, que j'extrais du 5<sup>e</sup> livre de la *Justice (Notes et éclaircissements)*. « M. About déplore quelque part, s'il m'en souvient, la manière dont les Juifs sont traités à Rome. En cela encore, il a parfaitement raison. Mais, les choses devant rester partout, quant au temporel, ce qu'elles sont, j'avoue que j'aime encore mieux les Juifs dans le ghetto que *rois de l'époque*. Que le pape emprunte l'argent des Rothschild, s'il veut; qu'il confie l'exécution de ses chemins de fer à Mirès, soit : mais qu'il les

tienne à distance. Le gouvernement du pape, qui, à raison de son spirituel, l'emporte encore sur celui de l'empereur, tomberait immédiatement au-dessous, le jour où la juiverie agiotieuse, banquière, usurière et matérialiste, aurait pris racine sur son territoire » (p. 175).

La démocratie qui a tant reproché à l'Église ses éditions *expurgées*, ne laisse pas, non plus, on le voit, d'expurger les auteurs, et la *Correspondance* de Proudhon elle-même a été expurgée. Il ne faut pas nuire en effet aux *idoles démocratiques* et Proudhon est vraiment trop dénué de la bosse du respect ! Nous n'avons, nous, au *Cercle Proudhon*, aucune susceptibilité démocratique à ménager, et c'est avec plaisir que nous livrons à la curiosité maligne de nos lecteurs ces jugements de Proudhon sur V. Hugo, Renan et la juiverie, — jugements sacrifiés sur l'autel de la Raison d'État du régime.

JEAN DARVILLE.

*Les Idées solidaristes de Proudhon*, par ALFRED-GEORGES BOULEN.  
Paris, Marchal et Godde, édit., 1912.

Comment analyserais-je un livre qui ne contient rien, absolument rien ? Je me contenterai, ses quatre chapitres lus, d'en donner les titres : I. Exposé de la doctrine de M. Bourgeois. La Pente socialiste. II. Exposé de la doctrine de Proudhon. La Pente individualiste. III. Proudhon solidariste. IV. Proudhon antisolidariste.

Je me demande quel intérêt il peut y avoir à démontrer que Proudhon était solidariste, puisqu'il n'était pas solidariste... Une étrange manie fait qu'on veuille s'attacher à des détails, dans l'étude du grand écrivain. Il importe peu que Proudhon ait été, ou non, solidariste, mutuelliste, etc.; nous devons chercher dans ses écrits une *méthode et un esprit* : et voilà qui n'intéresse pas la Faculté de Droit, non plus que la Sorbonne ! Rien d'étonnant, dès lors, si les écrivains universitaires se buttent aux contradictions proudhoniennes : aux yeux d'un proudhonien intelligent, *entré au cœur de la philosophie du Maître*, beaucoup de ces contradictions se résolvent ou s'expliquent, celles qui restent ne sauraient prendre une grande importance. Appliquons-nous aux parties dominantes et vraiment proudhoniennes de l'œuvre : l'apologie de la guerre, la théorie des antagonismes, la théorie de l'être social, la théorie de l'amour et de la famille, la

théorie de la propriété. J'ai le droit de dire, à leur seule énumération, que si les écrivains universitaires ne les placent pas au premier rang, c'est, chez eux, non seulement faiblesse d'esprit, mais parti-pris de ne pas voir. Puisque l'auteur de la « Justice » intéresse ces messieurs, à quand la mention très honorable pour une thèse qu'inspirerait la Faculté de Droit ou la Sorbonne sur « l'Antiféminisme de Proudhon » ?

Le livre de M. Boulen est écrit de façon invraisemblablement grotesque. M. Boulen a des associations intéressantes : « comme le veulent Proudhon et M. Méline... », dit-il. M. Léon Bourgeois et Proudhon sont représentés offrant au propriétaire « un breuvage amer... le premier a enduit de miel les bords de la coupe. Le propriétaire qui boit à cette coupe sent le breuvage devenir de plus en plus amer. Le second a laissé surnager à la surface la partie du liquide la plus détestable. Le propriétaire qui boit à cette seconde coupe, violemment choqué par la première impression, est tout étonné de sentir le breuvage s'adoucir peu à peu. » « Si le trèfle n'occupe pas la terre entière, c'est que d'autres plantes lui ont barré le chemin, c'est que les herbivores s'en sont nourris. Si l'espèce caprine ne s'est pas multipliée à l'infini, c'est que l'homme et les carnivores l'ont consommée. Ainsi, l'ordre peut régner dans la nature, mais il n'est pas le résultat de l'amour... Il y a dépendance entre la production du blé et le nombre des éperviers. Les grains de blé sont dévorés par les vers, le nombre des vers dépend de celui de leurs ennemis, les oiseaux utiles à l'agriculture ; et le nombre de ces derniers dépend aussi de celui de leurs ennemis, les éperviers... L'homme préfère le rossignol qui détruit les insectes à l'épervier qui dévore le rossignol. » De même que le papillon qui vient d'éclore ne veut plus se recoucher dans sa soie, fuir les fleurs et le soleil, de même l'homme sorti de la communauté ne doit plus vouloir se recoucher dans cette enveloppe... » « Proudhon était... un génie qui pétillait d'idées et qui lançait des étincelles en tous sens. Parmi les étincelles lancées, il y a eu des étincelles de solidarisme. C'est de ces étincelles rassemblées, animées d'un souffle nouveau, que M. Bourgeois fait un soleil qui se lève maintenant et qui doit éclairer toute la morale laïque des siècles prochains. »

Je ne sais pas si M. Boulen est sérieux ; mais nous croyons, nous autres, que ce soleil n'est qu'une vieille chandelle.

MAURICE MAYREL.

## DÉCLARATIONS DU CERCLE

A PROPOS DES INCIDENTS QUI SE SONT PRODUITS  
DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL LE 30 MARS 1912.

*Le 3 avril 1912, jour de leur douzième séance de travail, les membres du Cercle ont rédigé et adressé à la presse les déclarations suivantes :*

Les syndicalistes et les nationalistes intégraux que groupe le Cercle Proudhon, ayant échangé leurs vues sur les incidents qui ont été provoqués par l'État judéo-républicain, au cours d'une retraite militaire, devant la Bourse du travail, le 30 mars 1912, dénoncent à tous les patriotes et à tous les syndicalistes clairvoyants la manœuvre odieuse qui a été tentée ce jour-là contre la Patrie et contre les classes ouvrières.

On connaît les faits. Au moment où une retraite militaire passait devant la Bourse du travail, un certain nombre de personnes qui accompagnaient la troupe se tournèrent vers l'immeuble des syndicats parisiens, sifflant et huant les syndicalistes.

Le lendemain, la *Bataille Syndicaliste*, organe quotidien des syndicats français, déclarait que « la Patrie se dresse contre la classe ouvrière ».

C'est tout ce que voulait obtenir la Finance internationale qui règne en France sous le couvert de la démocratie.

La ploutocratie internationale voit s'élever contre elle, dans toute l'Europe, et particulièrement en France, deux mouvements qui tendent à soustraire à sa domination les divers États : le mouvement nationaliste et le mouvement syndicaliste.

Le bluff des retraites et les incidents de la Bourse du Travail nous révèlent le plan que les gouvernements qui servent la ploutocratie ont imaginé pour défendre leurs maîtres. C'est exactement ceci :

Organiser en France une déviation démocratique du réveil patriotique et des mouvements nationalistes ;

Opposer le mouvement syndicaliste au mouvement nationaliste afin que ces deux mouvements entrent en conflit et ne puissent poursuivre, même séparément, même en s'ignorant, leurs fins essentielles qui sont, qu'on le veuille ou non, pour tous deux, la défense et l'organisation des forces vives de la nation.

La provocation organisée devant la Bourse du Travail est une des premières mesures destinées à assurer l'exécution de ce plan.

Faite dans des conditions volontairement outrageantes, puisque l'on opposait aux arguments des syndicalistes le seul bruit des cuivres et des tambours, elle ne tendait qu'à faire croire, par les incidents qu'elle devait inévitablement engendrer :

Aux syndicalistes :

Que les patriotes sont irréductiblement opposés au syndicalisme ouvrier ;

Aux patriotes :

Que les syndicalistes sont les ennemis irréductibles de la Patrie.

Ce malentendu créé, ou plutôt aggravé, les deux mouvements entraient en lutte directe, et la ploutocratie internationale continuait ses affaires.

Cette manœuvre échouera, parce que nous la dénonçons. Nous, syndicalistes et nationalistes, nous invitons les patriotes et les syndicalistes à retourner leur colère contre le gouvernement qui a essayé de les opposer les uns aux autres et à porter leurs coups non contre la Patrie ou contre les Bourses du travail, mais contre l'État démocratique et contre ses maîtres, Juifs et étrangers, qui gouvernent la France et l'exploitent du péristyle de la Bourse.

*Les membres du Cercle présents à la séance du 3 avril 1912 :*

JEAN DARVILLE, HENRI LAGRANGE, GILBERT MAIRE, RENE DE MIRANS, ANDRÉ PASCALON, GEORGES VALOIS, O. DE BARBAL, PIERRE GALLAND, GUDIN, J.-A. HERNANDEZ, P. LECŒUR, ROBERT MARTIN, ALAIN MELLET, E. DU PASSAGE, ROGIER, SUDRE, JACQUES TOUSSAINT, MARCEL THIBAUT, R. WABIER.

*Ces déclarations ont été publiées par l'Action française dans son numéro du 6 avril. Et, comme nous l'avions prévu, la manœuvre tentée par la ploutocratie a été immédiatement arrêtée. Toute la presse a fait le silence sur nos déclarations. Mais aucun organe conservateur ou révolutionnaire n'a poursuivi la campagne tendant à la guerre civile qui avait été amorcée entre le 30 mars et le 3 avril. C'est le résultat que nous voulions obtenir.*



## NOTE DE L'ADMINISTRATION DES CAHIERS

En l'absence de notre administrateur, je me permets d'intervenir dans l'administration des Cahiers pour prier nos abonnés et nos souscripteurs qui ne nous ont pas encore envoyé le montant de leurs souscriptions ou de leurs abonnements de bien vouloir nous l'adresser directement. Pour éviter des frais que notre budget supporterait malaisément, nous ne faisons pas recouvrer nos abonnements par la poste.

Ajoutons que nous sommes naturellement très désireux d'augmenter le nombre de nos abonnés, bien que nous en ayons très délibérément limité le nombre pour cette première année. Notre tirage est pour tous les Cahiers de la première année de six cent soixante exemplaires dont soixante sur Vélin d'Arches. Nos deux premiers Cahiers nous ont valu deux cents abonnements, dont quarante à l'édition sur Arches; la vente au numéro a été de cent exemplaires par cahier à Paris seulement; nous avons donc lieu d'être satisfaits par ces premiers résultats obtenus pour une publication que sa périodicité irrégulière ne favorise pas et qui s'adresse à un public peu nombreux. Ces résultats montrent clairement l'intérêt provoqué par notre entreprise; mais ils sont insuffisants.

Nous prions donc nos amis de nous faire de nouveaux abonnés. Nous disposons encore de deux cents abonnements à l'édition ordinaire et de vingt abonnements à l'édition sur Vélin d'Arches. Si nos deux cents abonnés actuels et nos acheteurs au numéro veulent bien faire l'effort de faire abonner chacun un de leurs amis, nous réaliserons aisément notre programme financier. Nous les en prions instamment et nous leur adressons nos remerciements anticipés.

G. V.

---

Le Gérant: A.-G. GRESSENT

---

# Cahiers du Cercle Proudhon

paraissant six fois par an

---

## RÉDACTION

La rédaction des *Cahiers* est assurée par le Cercle P.-J. Proudhon.

On est prié d'adresser tout ce qui la concerne à :

M. Henri Fortin, Rédaction des *Cahiers du Cercle Proudhon*,  
chez M. Revet, libraire, 11, Quai Voltaire, Paris (VII<sup>e</sup>)

---

Les *Cahiers* paraissent en fascicules de 32 à 64 pages in-octavo carré.

Le prix de chaque cahier varie suivant le nombre des pages.

Le prix de l'abonnement pour un an, c'est-à-dire à une série de six cahiers, est néanmoins fixé dès maintenant ainsi qu'il suit :

### Abonnement d'un an aux *Cahiers* :

à l'édition ordinaire. . . . . France, 4 fr. ; — Étranger, 4 50

à l'édition sur Velin d'Arches, France, 10 fr. ; — Étranger, 12 fr.

aux deux éditions. . . . . France, 12 fr. ; — Étranger, 15 fr.

On ne s'abonne que pour un an. L'abonnement part du cahier de Janvier-Février.

Adresser tout ce qui concerne l'Administration des *Cahiers* (mandats, valeurs), à M. Marc Furcy-Raynaud, chez M. Revet, libraire, 11, Quai Voltaire, Paris.

---

On peut s'abonner chez M. Étienne Revet, libraire,  
11, Quai Voltaire, Paris (VII<sup>e</sup>).

POUR PARAÎTRE DANS LES PROCHAINS CAHIERS

---

*Réflexions sur les causes de l'incrédulité de Proudhon.*

*Christianisme et Violence*, par JEAN DARVILLE.

*Fernand Pelloutier*, par RENÉ DE MARANS.

*La Guerre, la Civilisation et les Nations*, par GEORGES VALOIS.

*Critique du Fédéralisme et du Syndicalisme absolus*,  
et *La Ploutocratie Internationale*, par HENRI LAGRANGE.

*L'État*, par GEORGES VALOIS, etc.

---

## SOMMAIRE DU PREMIER CAHIER

---

Déclaration.

CHARLES MAURRAS. — A Besançon.

JEAN DARVILLE. — Proudhon.

PIERRE GALLAND. — Proudhon et l'Ordre.

GEORGES VALOIS. — Pourquoi nous rattachons nos travaux à l'esprit proudhonien.

Notes. — Les Démocrates et Proudhon.

---

## DEUXIÈME CAHIER. — MARS - AVRIL 1912

---

GILBERT MAIRE. — La philosophie de Georges Sorel.

HENRI LAGRANGE. — Proudhon et l'ordre européen.

ALBERT VINCENT. — Le bilan de la démocratie.

---

**ARS**

B.P. 778

44029 NANTES CEDEX 04

Tél : 40.06.52.68

Collectif  
Cahiers du Cercle

3

